La lettre de l'AFSE

n° 67 Mars 2007

URGENCES

Journées de l'AFSE

23-25 Mai 2007

Adhésion

Adhérez,
et faites adhérer
votre laboratoire

SOMMAIRE

Débats et opinions ..... p. 1

Vie de l'AFSE ..... p. 6

Thèses ..... p. 15

Livres ..... p. 22

Manifestations ..... p. 26

LE MOT DU PRÉSIDENT

C'est à un thème très actuel, l'économie politique des réformes, que l'AFSE a consacré ses entretiens annuels, qui se sont tenus le 20 février au Sénat. Ces entretiens ont, rappelons-le, pour vocation de provoquer sur un sujet d'intérêt public une discussion informée par les acquis de la recherche économique.

Organisés par Wladimir Andreff, les entretiens 2007 ont à la fois mis en évidence l'apport de l'analyse économique et la diversité de points de vue qu'elle autorise[1]. On trouvera ci-après une synthèse des deux contributions autour desquelles s'est organisée la discussion, celle de Gilles Saint-Paul (PSE et Toulouse 1) et celle de Bruno Amable (Paris I). Je voudrais seulement résumer ici les points saillants de la discussion.

Saint-Paul a centré sa contribution sur la nécessité, pour comprendre la situation française, de s'écarter des modèles traditionnels mettant en avant les intérêts des différents groupes sociaux. Ceux-ci ne rendent en effet pas compte de la différence d'attitude entre l'opinion française et celle d'autres pays sur des questions comme l'économie de marché ou la mondialisation. S'appuyant sur la théorie des cascades informationnelles, il a exposé deux approches qui visent à rendre compte de la reproduction des croyances reposant, l'une, sur la manipulation de ces croyances par des groupes d'intérêt et l'autre, sur la persistance d'idéologies dans le système éducatif en raison de l'absence d'apprentissage expérimental et de l'endogénéité des choix de carrière. Dans sa discussion, Romain Duval (OCDE) a cependant souligné que ni l'économie politique classique ni l'approche développée par Saint-Paul ne rendaient complètement compte de l'opposition aux réformes, et il a suggéré aux économistes de s'écarter de l'utilitarisme – plus précisément du conséquentialisme – pour comprendre les motifs d'ordre moral de l'opposition à certaines réformes comme le CPE.

Si Saint-Paul s'est consacré au cas français, Amable a cherché à analyser le débat européen sur les réformes, autour de la question de l'agenda de Lisbonne. Refusant une approche normative qui présuppose la nécessité économique des réformes et regarde comme irrationnelles les oppositions que celles-ci suscitent, il a développé une analyse positive des modèles sociaux comme résultant d'une interaction entre idéologie, institutions et médiation politique. Appliquant cette grille aux discussions sur les réformes en Europe, il a présenté une évaluation empirique des opinions sur les réformes qui met en évidence la persistance des clivages sociaux traditionnels. Sur cette base, il a critiqué le programme de Lisbonne, qui est selon lui susceptible de remet-

COMITÉ DIRECTEUR

Président :
Jean Pisani-Ferry
BRUEGEL, Bruxelles et Université Paris Dauphine

Premier Vice-Président :
Wladimir Andreff
Université Paris 1

Second Vice-Président :
Jean-Michel Charpin
INSEE

Secrétaire Général :
Pierre Malgrange
CNRS – CEPREMAP et Direction de la Prévision

Secrétaire Général adjoint :
Pascal Le Merrer
ENS-LSH Lyon

Trésorier :
Guy de Monchy
Chef de mission de Contrôle d'État

Membres :
Maurice Baslé (Université de Rennes 1)
Bresson Georges (Université Paris 2)
Dominique Bureau (Ministère de l'Equipement)
André Cartapanis (Université de la Méditerranée)
Gilbert Cette (Banque de France)
Eric Chaney (Morgan Stanley)
Annie Cot (Université Paris 1)
Claude Crampes (Université de Toulouse)
Antoine d'Autume (Université Paris 1 et président sortant)
Michel Dietsch (Université de Strasbourg)
Brigitte Dormont (Université Paris-Dauphine)
Jacky Fayolle (INSEE)
Lionel Fontagné (CEPII et Université Paris 1)
Jean-Olivier Hairault (Université Paris 1)
Hubert Kempf (Université Paris 1)
Anne Lavigne (Université d'Orléans)
Florence Legros (CEPII et Université Paris 9)
Valérie Mignon (Université Paris 10)
Lise Rochaix (Université de la Méditerranée)
Henri Sterdyniak (OFCE)
Alain Trannoy (EHESS)
Marie-Claire Villeval (CNRS - GATE)
Vittori Jean-Marc (Les Echos)

Responsable de la Lettre :
Sonia Paty (Université de Lille 1 et INRA)
E-mail : sonia.paty@univ-lille1.fr

Directeur de la Publication :
Jean Pisani-Ferry

AFSE :
Université PARIS II
5-7 Avenue Vavin - 75006 PARIS
Tél. 01 55 42 50 22 - Fax 01 55 42 50 25

tre en cause les compromis qui forment la base du modèle social européen. Dans sa discussion, Jacques Delpla (BNP-Paribas) a regretté que Bruno Amable suppose l'existence d'un modèle social européen et prenne trop au sérieux l'agenda de Lisbonne, alors que celui-ci est sans grand effet sur le politiques nationales.

Les panelistes, Jorge Braga de Macedo (Université Nova de Lisbonne), Karoly Attila Soos (Académie des Sciences de Hongrie) et Thierry Pech (République des Idées) ont chacun apporté un éclairage complémentaire à la discussion : Braga de Macedo a insisté sur la complémentarité entre des réformes conduites dans des domaines différents (compétitivité et formation, retraites et marché du travail) ; Soos a souligné la persistance, en Hongrie et dans d'autres pays européens, d'un écart considérable entre ambitions et capacités redistributives ; et Pech a insisté sur l'instabilité politique d'un pays divisé entre une France de la stabilité, une France de l'indépendance et une France de la précarité.

Les Journées 2007, les 24 et 25 mai à Lyon, sur le thème de l'économie expérimentale, seront le prochain moment fort de la vie de notre association. L'étape suivante sera naturellement le Congrès des 19, 20 et 21 septembre à la Sorbonne. Le comité de programme a été constitué et l'appel à communications (reproduit dans cette lettre) a été lancé, avec pour date limite le 21 avril. Comme les années précédentes, des sessions thématiques seront organisées, dont certaines en collaboration avec d'autres associations.

Cette lettre publie enfin un article qui a déjà donné lieu à beaucoup de débats de Robert Gary-Bobo et Touria Jaaidane sur l'évolution depuis 45 ans des salaires des enseignants. C'est une pièce importante versée au débat sur la politique salariale de l'Etat, qui met en évidence les effets de long terme des choix budgétaires et les arbitrages le plus souvent implicites – en l'espèce entre salaire et effectifs – qui y sont associés. Les questions que posent nos deux collègues quant à la pertinence de ces choix sociaux sont de celles dont on aimerait qu'elles nourrissent, à l'occasion des échéances électorales, un débat politique de qualité.

Jean Pisani-Ferry

1- Les papiers présentés aux entretiens et l'enregistrement video des débats, qui a été effectué par l'ENS de Lyon, sont disponibles sur www.afse.fr.

DÉBATS ET OPINIONS - DÉBATS ET OPINIONS

La fin du modèle européen ?

Bruno Amable
Université de Paris 1, CEPREMAP et PSE

Un discours fréquemment répandu aux sujets des réformes structurelles énonce (i) qu'elles sont « indispensables » et (ii) qu'il n'est pas sage de s'y opposer. Même s'il est parfois admis que les réformes remettent en cause certains intérêts, le présupposé le plus commun est qu'il est juste et bien qu'il en soit ainsi et qu'en s'opposant aux réformes, les intérêts menacés font preuve d'égoïsme ou d'irresponsabilité. Ce discours est étonnamment asymétrique dans les qualités qu'il prête aux agents : désintéressement et hauteur de vue du côté des partisans des réformes, malignité voire bêtise crasse du côté des opposants.

Pour sortir d'un discours idéologique sur les réformes, il est préférable de prêter aux agents le même degré de rationalité et de concevoir les réformes structurelles comme le résultat de compromis provisoires à un conflit politique. L'analyse du changement institutionnel impose alors d'intégrer la logique politique dans l'analyse économique. Selon une analyse néo-réaliste, on peut considérer que la validation politique des structures sociales dépend du rapport entre l'évolution des attentes sociales et les conditions historiques et politiques de la distribution des ressources économiques ; elle n'implique pas la dissolution des contradictions consubstantielles à la différenciation des sociétés modernes mais exige que la contestation soit intégrée dans une position minoritaire dans l'espace de la représentation politique et/ou maîtrisée par l'usage de la violence légitime. Le critère de viabilité d'un modèle économique est alors politique au sens où le conflit social est régulé lorsqu'un nombre suffisant d'acteurs sociaux estime que la configuration socio-économique existante correspond à leurs attentes.

Cette position néo-réaliste s'oppose à certaines thèses de la « modernisation » qui supposent la disparition de la base sociale d'un modèle économique fondé sur la redistribution, la protection sociale et la prise en compte de la représentation collective des travailleurs. En examinant certains éléments empiriques relatifs aux demandes exprimées par les individus (données issues de l'European Social Survey), il ressort que les personnes les moins éduquées, les moins riches, ayant des opportunités de carrière ou de reconversion faibles et des risques élevés de perte de revenu en cas de perte d'emploi émettent des demandes en faveur de la redistribution et/ou de la représentation collective des salariés. A l'inverse, les individus éduqués, aisés, occupant des postes de responsabilité et ayant des perspectives de mobilité professionnelle n'en voient pas la nécessité. Il n'est donc pas surprenant que l'on observe des clivages fondés sur la distribution du revenu menant à des vues divergentes sur les bienfaits des réformes structurelles. Par ailleurs, l'étude empirique de l'offre politique dans une vingtaine de pays développés sur trois décennies, à partir des programmes des partis politiques, laisse voir une structuration de l'espace politique qui ne conforte pas les thèses de la modernisation. Les clivages politiques sont bien représentés par un axe droite/gauche fondé principalement sur des oppositions d'ordre économique : libre entreprise contre justice sociale.

Par ailleurs, la différenciation partisane exerce un effet significatif sur les politiques menées lorsque les partis arrivent au pouvoir. En évaluant la position des partis sur un axe gauche/droite avec les données issues du codage des programmes électoraux, il est possible d'évaluer l'impact de la position partisane d'un gouvernement donné. Il ressort d'estimations faites sur un panel de 18 pays de l'OCDE entre 1980 et 2003 que soumis à un même choc économique, un gouvernement diminuera d'autant plus la générosité du système de protection sociale qu'il est situé à droite, alors qu'un gouvernement l'augmentera d'autant plus qu'il est situé à gauche.

Dans ces conditions, il est nécessaire de savoir sur quelles alliances sociales reposent les équilibres politiques pour savoir si les réformes structurelles sont « indispensables » au renouvellement du bloc social dominant. L'analyse des enquêtes post-électorales françaises réalisée par Elvire Guillaud et Stefano Palombarini révèle l'éclatement des blocs de gauche et de droite et suggère l'apparition d'un nouveau bloc social, le bloc bourgeois, favorable aux réformes structurelles telles que préconisées par l'OCDE ou la Commission.

Le rôle des croyances et des idéologies dans l'économie politique des réformes

Gilles Saint-Paul
Paris Sciences Economiques et Université de Toulouse I

Depuis des décennies, nombre d'économistes se rêvent dans le rôle de conseiller du prince et prônent des mesures de bon sens qui amélioreraient le fonctionnement du marché du travail. Malgré leur implication croissante dans la vie publique, l'évolution de ce marché n'est guère favorable. Le chômage se stabilise à un niveau relativement élevé. Sa durée est importante et il frappe particulièrement les jeunes et les personnes âgées.

La flexibilité du marché du travail se heurte à une opposition politique importante. Les dernières mesures réellement favorables à la flexibilité remontent à l'abolition de l'autorisation administrative de licenciement en 1986 (mesure dont certains affirment que ses effets furent pervers dans la pratique, en renforçant le pouvoir discrétionnaire des tribunaux). Depuis, on assiste à des tentatives souvent infructueuses de flexibiliser le marché du travail à la marge. Ces tentatives se heurtent à une opposition violente (CIP, CPE…). L'idée d'un contrat unique plus flexible que le CDI actuel est louable mais aucun homme politique ne s'aventure à la proposer.

Si la réforme du marché du travail est plus difficile en France qu'ailleurs, c'est en grande partie à cause de perceptions populaires négatives sur l'économie de marché. Il existe un système de croyances qui augmente les résistances aux réformes. Ces croyances se reproduisent par le biais des institutions – le système éducatif et la presse. En 2006, un sondage international a demandé à des ressortissants de vingt pays développés et en voie de développement leurs opinions sur l'économie de marché. On constate que la France a été le seul pays où une majorité de sondés se déclaraient hostile à celle-ci. L'échantillon comprenait pourtant des pays comme l'Argentine ou le Brésil qui ont pâti de mouvements brutaux de capitaux, ou la Russie qui a vécu une transition difficile vers l'économie de marché.

Dans cet article, nous essayons de comprendre la persistance de croyances potentiellement biaisées, notamment à l'encontre de l'économie de marché.

On montre d'abord, dans le contexte de l'économie politique des réformes du marché du travail, qu'un groupe d'intérêt peut vouloir manipuler les croyances dans une direction systématique, alors même qu'il ne dispose d'aucune information privée. L'idée est que ces croyances affectent les décisions publiques d'une façon qui sera favorable au groupe d'intérêt considéré, indépendamment des paramètres réels qui régissent le fonctionnement de l'économie. Ainsi, des travailleurs dont la qualification les situe au-dessus du SMIC, mais qui sont substituables aux travailleurs payés au SMIC, auront toujours intérêt, à la marge, à ce que celui-ci augmente, car une telle hausse réduit l'emploi au niveau du SMIC, ce qui augmente leur propre salaire. Pour coopter les smicards dans leur coalition, ils auront intérêt à ce que se propage la croyance selon laquelle le SMIC détruit peu d'emplois.

Un autre mécanisme est fondé sur l'autosélection des « clercs » en fonction de leurs perceptions sur l'économie de marché. L'idée est qu'il est économiquement rationnel pour un individu qui a une opinion négative sur l'économie de marché de chercher un emploi dans

un secteur protégé des forces du marché – donc en particulier dans la fonction publique, où officient les enseignants. En d'autres termes, la formation des croyances des nouvelles générations est confiée à une population dont les propres croyances reflètent un biais d'autosélection relativement à la distribution des croyances de l'ensemble de la population. On montre que ce phénomène peut ralentir l'apprentissage social des vrais paramètres de l'économie, si ceux-ci impliquent que l'économie de marché fonctionne « bien ». Si le poids de l'école relativement à la famille dans la transmission des croyances est élevé, et si les croyances sont un facteur important dans les choix de carrière, alors ces effets peuvent être suffisamment forts pour empêcher l'apprentissage social des vrais paramètres de l'économie. Des croyances erronées et « hostiles » à l'économie de marché peuvent, dans ce cas, se reproduire indéfiniment, à cause des biais du système scolaire.

La dévalorisation des carrières d'enseignant depuis 1981 ; résumé en forme de mise au point

Robert Gary-Bobo et Touria Jaaidane

En janvier 2007, la presse s'est emparée de notre document de travail sur les salaires de fonctionnaires[1]. Le document a circulé et a été commenté par de nombreux enseignants, semble-t-il ; il a visiblement gêné le gouvernement et les grands syndicats, irrité le cabinet du ministre de l'Education. La rumeur disait que l'administration préparait une réponse. Le directeur de la prospective du ministère de l'Education a envoyé au journal Le Monde un texte qui nous critique (et dont seules les citations du Monde sont connues de nous), mais qui n'a pu pointer que des omissions de détail dans notre travail. Dès le 31 janvier 2007, une version révisée de notre texte avait été rendue publique, tenant compte d'un certain nombre de remarques, mais le message central du papier est resté absolument le même.

La vérité est là : le point d'indice, qui permet de calculer le traitement de base de tous les fonctionnaires, s'est dévalorisé de 15% en valeur réelle de 1981 à 2004. C'est irréfutable: tous les chiffres utilisés pour ce calcul sont officiels ; l'indice des prix à la consommation de l'INSEE est utilisé comme déflateur. Ceci explique que les traitements bruts associés aux échelons de toutes les carrières d'enseignants se soient dévalorisés à peu près de ce pourcentage: les traitements *bruts* (à un échelon donné) ont donc perdu environ 15%. Si on ajoute la hausse de la CSG et des autres charges depuis 1981, on arrive à une baisse d'environ 20% en valeur réelle des traitements *nets* entre 1981 et 2004 (sauf pour les instituteurs, pour lesquels la baisse est moindre). Les fonctionnaires «remontent un escalator qui descend lentement» à cause de l'inflation. Le résultat est donc qu'à moins d'une accélération de carrière, qui permettrait de remonter plus vite l'escalator, soit d'une manière déterministe (ancienneté), soit d'une manière aléatoire (promotion au choix), les carrières, entendues comme valeurs actualisées espérées des salaires futurs à un moment et dans un poste donné, se sont dévalorisées de 20% en pouvoir d'achat entre 1981 et 2004. Pour obtenir ce résultat, on a bien évidemment tenu compte de toutes les modifications de la grille indiciaire des carrières considérées.

Qui a subi de plein fouet cette baisse? Les professeurs des universités, et les agrégés du secondaire, qui n'ont bénéficié que de mesures mineures d'accélération de carrière. Pour les instituteurs et les professeurs certifiés, le jugement doit être plus nuancé, car ce sont ceux qui ont le plus bénéficié des mesures de revalorisation de Lionel Jospin en 1990. Les instituteurs qui ont été reclassés dans le nouveau corps des professeurs des écoles y ont gagné (ceux qui n'ont pas été reclassés ont perdu du pouvoir d'achat, mais nettement moins que les agrégés). Les certifiés aussi ont bénéficié de l'accélération offerte par Jospin à partir de 1990 : pour l'essentiel, cette revalorisation s'appuie sur l'ouverture d'une échelle hors classe, qui n'existait pas avant 1990. La « hors classe » des agrégés avait été créée en 1979, et elle s'est donc dévalorisée (en termes réels) dans les mêmes proportions que leur classe normale depuis 1981 ; donc, notre analyse concernant les agrégés n'est pas « faussée » si on omet la hors classe, de même qu'elle n'est pas « faussée » si on omet les retraites, dans la mesure où celles-ci sont proportionnelles au dernier salaire. Ces mesures d'accélération des années 90 ne compensent probablement qu'imparfaitement, pour les certifiés, la baisse de 20% de la valeur réelle de leurs traitements, car elle est tout de même massive. Pour apprécier précisé-

[1] *Voir la version révisée au 31 janvier 2007 de l'article de B. Bouzidi, T. Jaaidane, et R. Gary-Bobo sur le site Telos (http://www.telos-eu.com) ou sur le site personnel de R. Gary-Bobo.*

ment ce qu'il en est, il faudrait faire des calculs de revenu permanent, c'est-à-dire de valeur espérée et actualisée des salaires en s'appuyant sur des informations sur les probabilités de passage à l'échelle hors classe (les taux de promotion). Il semble difficile de se procurer ces informations, qui seraient pourtant nécessaires pour faire ces calculs.

Reste l'argument des primes (officiellement : les indemnités). Nous n'en avons pas tenu compte, *volontairement*, et nous l'avons écrit. Mais on sait justement qu'elles sont faibles dans l'enseignement: 10% au mieux des traitements dans le secondaire ; la fameuse prime d'orientation et de suivi, c'est 100 euros par mois à peu près ; et ces primes se dévalorisent avec le point d'indice qui les indexe.

L'argument du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) a également été soulevé. Ce GVT est une notion importante pour les finances publiques, car les clauses d'avancement à l'ancienneté font que la masse salariale des fonctionnaires croît mécaniquement, même sans augmentations des indices, en raison du vieillissement des agents, à effectifs constants (et en dehors d'un état parfaitement stationnaire). Le GVT permet donc de calculer une augmentation moyenne des traitements qui tient compte des effets de l'ancienneté et des mesures de promotion (les sauts d'échelon). Mais cette croissance ne constitue en rien une « double indexation » ; c'est une erreur conceptuelle de tenir le GVT pour un indicateur de politique des ressources humaines. Toutes les organisations, publiques ou privées, si elles offrent des carrières à leurs agents, sont nécessairement confrontées au « GVT », positif ou négatif. Laisser se dévaloriser les échelons d'un système de carrière pour freiner l'augmentation de la masse salariale réelle s'apparente à un seigneuriage, en fait, c'est le reniement d'un engagement ou même, presque une répudiation de la dette vis-à-vis des *stakeholders*. Les conséquences stratégiques d'un tel reniement peuvent être préjudiciables en termes d'incitations à l'effort et à l'investissement personnel des agents au sein de l'organisation. Il nous semble bien clair en définitive que le GVT n'est qu'un écran de fumée, qui a servi à « faire passer la pilule » de la désindexation des fonctionnaires. Rien de plus. Le gouvernement modifie très peu les échelles indiciaires, laisse le point d'indice se dévaloriser, et joue sur les passages à la hors classe comme « soupape de sécurité », pour calmer les revendications en distribuant des promotions aux plus âgés. Le degré d'engagement de long terme du gouvernement a diminué, puisque les vannes des promotions à la hors classe peuvent être refermées très facilement d'une année sur l'autre. Par ailleurs, cette politique est peu lisible de l'extérieur.

Enfin, ces faits posent la question (épineuse) du rôle des syndicats dans cette affaire. Ils n'ont pas défendu, *de facto*, le pouvoir d'achat des enseignants, c'est le moins que l'on puisse dire. Pourquoi ? C'est une bonne question, et nous avons notre petite idée là-dessus. En dire plus exigerait des développements nuancés, et la mise à jour de faits qui dépassent le cadre de cet article. Les syndicats ont défendu les postes et les conditions de travail, ils ont obtenu certaines compensations. Ils sont prisonniers, comme d'ailleurs les gouvernements successifs et leur administration jusqu'ici, d'un jeu institutionnel, d'une « logique », à laquelle il serait souhaitable de réfléchir, pour la transformer.

Robert Gary-Bobo est professeur des universités, en sciences économiques, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Ecole d'économie de Paris. Touria Jaaidane est professeur des universités, en sciences économiques, à l'Université de Lille 1, Equippe.

VIE DE L'ASSOCIATION - VIE DE L'ASSOCIATION

Entretiens de l'Association Française de Science Economique
L'économie politique des réformes économiques en Europe et en France

Mardi 20 février 2007, 9h-13h, au Sénat : salle Monnerville

•

Gilles Saint-Paul, Université de Toulouse 1 :
Le rôle de l'idéologie et les croyances dans l'économie politique
Discutant : *Giuseppe Nicoletti*, OCDE

•

Bruno Amable, Université de Paris 1 : **La fin du modèle européen ?**
Discutant : *Jacques Delpla*, BNP Paribas

Discussion en panel animée par *Jean-MarcVittori*, 'Les Echos', avec :
• *Jorge Braga de Macedo*, Professeur à l'Université Nova et Institut de Recherche Tropicale, Lisbonne,
• *Karoly Attila Soos*, Directeur de recherche à l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de Hongrie,
•*Thierry Pech*, Secrétaire général de la République des Idées, ancien conseiller à la CFDT.

Les Entretiens de l'AFSE visent à provoquer la discussion sur une question d'actualité, ouverte en direction de l'extérieur de l'Association (y compris les médias), en se fondant sur les acquis de la recherche académique en économie sur le thème choisi. Ils prennent la forme de deux rapports présentés par des économistes, faisant l'objet de commentaires (directement sur les deux rapports) par deux discutants, suivis d'une discussion amorcée par les remarques des panélistes.

Les deux rapports sont destinés à proposer un état des savoirs et des acquis de l'analyse économique sur différents aspects du thème : contenu et acceptabilité des réformes, degré de complémentarité entre elles, choix entre paquet cohérent de mesures et gradualisme, facteurs de résistance et blocages institutionnels, évaluation du résultat de réformes passées. Ils prennent appui sur les enseignements des politiques conduites dans d'autres pays, principalement en Europe, en vue d'en tirer des implications pour la France. Il ne s'agit évidemment pas de proposer un catalogue de mesures ni une stratégie politique, mais une analyse économique des démarches de réforme mettant en évidence les contraintes d'économie politique et différentes réponses possibles.

JOURNEES DE L'AFSE ET D'ECONOMIE EXPERIMENTALE

Nous vous rappelons que nous organisons les **Journées jointes de l'AFSE et d'Economie Expérimentale** sur le thème **: «Economie comportementale et expérimentation»** qui auront lieu les **23, 24 et 25 mai 2007 à Lyon.**
Vous pouvez retrouver les informations relatives aux Journées à l'adresse suivante :
http://www.gate.cnrs.fr/afse-jee

Croissance, convergences, et intégration européenne

Economie et Prévision n°173 (2006-2)

Les 26 et 27 mai 2003 s'étaient déroulées à Lille, les *Journées* de l'Association Française de Sciences Economiques consacrées au thème *Croissance, convergences, et intégration européenne* organisées par le Médée (*Mécanismes européens économiques et dynamiques des espaces européens*, devenu EQUIPPE en 2006). Le numéro 173 d'*Économie et Prévision* consiste en une sélection d'articles présentés dans une version préliminaire lors de ces *Journées.* Ces articles témoignent de l'intensité de la recherche dans ces domaines et de la diversité des contributions qui y ont été présentées. Nous proposons un extrait de la présentation générale rédigée par Etienne Farvaque et Hubert Jayet.

Les Journées de l'AFSE se sont tenues en 2003 à Lille. La localisation et la personnalité de l'équipe organisatrice (Médée) imposaient que le thème de ces journées soit européen. En outre, au-delà de la position géographique de la ville hôte, à la fois le renouvellement intense de sa spécialisation productive (et de son image) et les évènements marquants ayant marqué le processus d'intégration européenne ces dernières années ont fait naturellement émerger des thèmes de réflexion plus axés sur les questions liées au traitement des hétérogénéités de la zone en cours d'intégration.

«Croissance, convergence, et intégration européenne», tel était donc le thème de ces journées lilloises, huit ans à peine après les Journées de Nantes, déjà consacrées au thème européen. Il est rare qu'un sujet soit abordé deux fois de suite (et surtout aussi rapidement) dans la tradition des Journées de l'AFSE. Mais la création de la zone euro et la perspective (à l'époque) de l'élargissement à 10 nouveaux membres ouvraient de nouvelles problématiques, soulevaient de nouvelles questions, et faisaient émerger de nouveaux thèmes de recherche.

Une telle dynamique se retrouve dans les articles réunis dans ce numéro, qui tous ont fait l'objet d'une présentation préliminaire au cours des Journées de Lille. Certes, on retrouve des questionnements relatifs à la politique économique, envisagée sous son aspect de stabilisation conjoncturelle, ce qui était le thème dominant des Journées nantaises. Mais il est clairement apparu dans les contributions présentées à Lille, comme il apparaîtra à la lecture de ce numéro, que la plupart des questions abordées ont une visée de plus long terme, signe probablement d'une réflexion qui, soutenue par les développements institutionnels en cours, est dans une certaine mesure parvenue à maturité, dans ce domaine.

Ce numéro d'*Économie et Prévision* est donc riche de la diversité des préoccupations des chercheurs travaillant dans le champ de l'économie européenne et, comme tel, il reflète les enjeux de politique économique qui animent leurs réflexions. Il réunit huit contributions, que l'on peut regrouper sous les thèmes suivants :

- Politiques de stabilisation conjoncturelle
- Concurrence fiscale et attractivité des territoires
- Convergence des régions et structures européennes.

Sommaire du numéro

Présentation générale
Etienne Farvaque et Hubert Jayet

Un conseil de stabilité pour assurer la soutenabilité budgétaire en UEM
Jürgen von Hagen

Asymétries de transmission, incertitude additive et stabilisation monétaire en UEM : les enseignements d'un modèle théorique
Paul De Grauwe et Marc-Alexandre Sénégas

Chocs et règles de politique économique en UEM
Florence Huart, Bas van Aarle et Harry Garretsen

Comment la compensation internationale des pertes et la répartition proportionnelle des revenus imposables peuvent affecter les choix des multinationales et la concurrence fiscale
Marcel Gérard et Joann Martens Weiner

Convergence de l'impôt sur les sociétés dans l'Union Européenne
Fernando Ruiz

Estimation semi-paramétrique de la convergence des régions européennes
Théophile Azomahou, Jalal El Ouardighi, Phu Nguyen Van et Thi Kim Cuong Pham

Clubs de convergence et effets de débordements géographiques : une analyse spatiale sur données régionales européennes, 1980-1995
Catherine Baumont, Cem Ertur et Julie Le Gallo

Coûts d'ajustement de la demande de travail : une comparaison entre la France et la République tchèque
Claude Mathieu et Yann Nicolas

PENSEZ A PAYER VOTRE COTISATION AFSE 2007
ET A FAIRE ADHERER VOTRE LABORATOIRE
http://www.afse.fr/

56e Congrès de l'Association Française de Science Economique

20 et 21 septembre 2007, Paris
(et 19 septembre au soir)

Appel à communications

Date limite de soumission : 21 avril 2007

Soumission uniquement via le site
http://congres.afse.fr
(voir mode d'emploi sur le site)

Texte compact *recommandé* (10 à 20 pages) format word ou pdf

Comité de programme :

Président : **Jean Pisani-Ferry**

Membres : **Bruno Amable, Wladimir Andreff, Antoine d'Autume, Maurice Baslé, Georges Bresson, Eric Brousseau, Andre Cartapanis, Gilbert Cette, Eric Chaney, Jean-Bernard Chatelain, Nicolas Coeurdacier, Denis Cogneau, Claude Crampes, Michel De Vroey, Michel Dietsch, Brigitte Dormont, Jacky Fayolle, Lionel Fontagné, Jérôme Gautié, Jean-Olivier Hairault, Anne Lavigne, Pascal Le Merrer, Etienne Lehmann, David Martimort, Valérie Mignon, Sonia Paty, Régis Renault, Lise Rochaix, Bernard Salzmann, Béatrice Sédillot, Henri Sterdyniak, Christophe Tavera, Alain Trannoy, Etienne Wasmer.**

REVUE ECONOMIQUE

Revue bimestrielle publiée avec le concours du Centre national de la recherche scientifique, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de la Fondation nationale des sciences politiques

Numéro spécial

Réorganisations, changements du travail et renouvellement des compétences

Sous la direction
de Nathalie Greenan et Jacques Mairesse

Table des matières

Introduction
Un équipement de recherche pour observer et analyser les réorganisations d'entreprises, *Nathalie Greenan, Jacques Mairesse*

Les changements organisationnels, l'informatisation des entreprises et le travail des salariés : un exercice de mesure à partir de données couplées entreprises/salariés, *Nathalie Greenan, Jacques Mairesse*

Réorganisations des entreprises et travail collectif dans l'industrie : la diversité des formes de coopération, *Mihaï Dinu Gheorghiu, Frédéric Moatty*

Renouvellement de la main-d'œuvre et modernisation des entreprises, *Emmanuelle Walkowiak*

Changements organisationnels, technologiques et recours à la formation dans les entreprises industrielles, *Philippe Zamora*

L'employeur, le salarié et la catégorie socioprofessionnelle : une exploration des déterminants de la qualification du travail à partir du double codage de la PCS dans líenquÍte C.O.I., *Gilles Cragues*

Renouvellement des générations, précarité de l'emploi des jeunes et dynamique technologique des entreprises,
Marc-Arthur Diaye, Nathalie Greenan, Claude Minni, Sonia Rosa Marques

Nouvelles technologies et nouvelles formes d'organisation du travail : quelles conséquences pour l'emploi des salariés âgés ?
Patrick Aubert, Eve Caroli, Muriel Roger

Changement technologique et formation tout au long de la vie, *Luc Behaghel*

Les nouvelles technologies ont-elles modifié la trajectoire et la rémunération des jeunes et des qualifiés dans les années 1990 en France ? Une étude à partir de données appariées entre individus et entreprises, *Thomas Heckel*

Quels effets des réorganisations sur la date de passage des entreprises aux 35 heures : une étude sur données individuelles d'entreprise, *Fabrice Gilles*

Les modes de communication et leurs combinaisons : quand l'espace compte toujours, *Sylvie Charlot, Gilles Duranton*

Les inégalités spatiales dans l'adoption des TIC : le cas des firmes industrielles françaises, *Danièle Galliano, Pascale Roux*

Presses de Sciences Po - 117, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : (+33) (0)1 45 49 83 64 - Fax : (+33) (0)1 45 49 83 34

Ventes et abonnements

Commandez en ligne
www.pressesdesciencespo.fr

ou **renvoyer le bon de commande avec votre paiement aux** :
Presses de Sciences Po
117, Bd. Saint Germain - 75006 Paris - France
Tél. : (+33) 1 45 49 83 64 -
Fax : (+33) 1 45 49 83 34
info.presses@sciences-po.fr

Abonnements 2006 : 6 numéros par an

	France	Etranger
Institutions	127 €	137 €
Particuliers	79 €	91 €
Etudiants	58 € sur présentation CE	

Librairie
30, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
librairie@sciences-po.fr
Tel. : 01 45 48 36 02.
Télécopie : 01 42 22 56 89.
Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 11h à 18h30.

Prix au numéro : 21,50 €

Rédaction
54, Boulevard Raspail - 75006 Paris
Tel 01 49 54 25 65
Fax 01 45 44 93 11
Revue.Economique@ehess.fr
http://www.ehess.fr/html/html/735.html

SCIENCES PO
LES PRESSES

PARUTION

le 28 novembre 2006

REVUE ECONOMIQUE
Vol. 57 N° 6 NOVEMBRE 2006

ISSN : 0035-2764
ISBN : 2-7246-3039-4
978-2-7246-3039-8

Format : 23,7X15,3
Prix : 21,50€

http://wwwpressesdesciencespo.fr

SCIENCES PO
LES PRESSES

Numéro spécial

Réorganisations, changements du travail et renouvellement des compétences

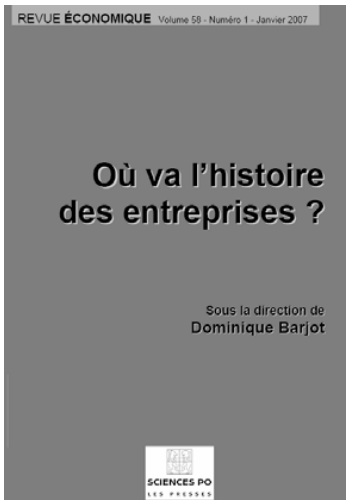
Sous la direction
de Nathalie Greenan et Jacques Mairesse

Quels sont les changements qu'entraîne la diffusion de l'informatique et des nouveaux outils de gestion dans l'organisation de l'entreprise? Aplatissement des organigrammes, « transversalisation » des organisations, recentrage sur le métier ne sont pas les seules conséquences de cette révolution. Face aux contraintes accrues de délai et de qualité, les entreprises modifient leurs comportements sur les marchés et leurs performances économiques. Elles exigent plus d'autonomie, de polyvalence, de flexibilité et de travail collectif de la part de leurs salariés. Elles supposent de nouvelles formes d'engagement dans le travail et nécessitent la mise en place de nouveaux modes d'évaluation et d'incitation des salariés.

Basées sur les résultats de la seconde édition de l'enquête statistique *Changements organisationnels et informatisation (C.O.I.),* les contributions de ce numéro de la Revue Economique dressent un état des lieux des réorganisations des entreprises industrielles françaises dans les années 1990 et de leurs effets sur les employeurs et les salariés.

PARUTION

janvier 2007
REVUE ECONOMIQUE
Vol. 58 N° 1 JANVIER 2007



ISSN : 0035-2764
Format : 23,7X15,3
Prix : 21,50 €

http://wwwpressesdesciencespo.fr

SCIENCES PO
LES PRESSES

Où va l'histoire des entreprises ?

Sous la direction de Dominique Barjot

Disciplines : économie, histoire

Située à l'intersection de l'histoire, de la gestion, de l'économie, de la sociologie et de la psychologie, l'histoire des entreprises s'est affirmée comme une sous-discipline majeure du domaine. Ce numéro de la *Revue Economique* fait le point sur différentes approches de l'histoire des entreprises et les principaux chantiers en cours : stratégie et des structures des firmes européennes, utilisation des archives bancaires et apports de l'analyse comptable, étude des cheminements technologiques et de l'innovation, des districts industriels et rapports entre micro- et macro- économie d'entreprise…

Les principaux chantiers de recherche en cours, tels que la question de l'électrification globale, l'américanisation des entreprises, la percée de la firme mondiale, la concession de service public et la problématique des nationalisations et des privatisations y sont présentés.

SCIENCES PO
LES PRESSES

BON DE COMMANDE à renvoyer à :

Presses de Sciences Po - 117, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris

		Quantité		Prix	Sous total
REVUE ECONOMIQUE Volume 58 Numéro 1 janvier 2007			x	21,50€	=
		(10 ou plus)	x	20,21 €	=
Frais de port	France		x	3,00 €	=
	Union européenne		x	6,30 €	=
	Autres		x	8,60 €	=
TOTAL					=

Je règle aujourd'hui la somme de € à l'ordre des Presses de Sciences Po
par chèque ci-joint (payable aux Presses de Sciences Po)
par mandat
par carte bancaire n°..... expire fin .....
par virement à la banque CIC D Paris Bac
compte n° 30066 10041 00010554901 68

Nom :..... .....Prénom : .....

Institution de rattachement ou entreprise .....

.....

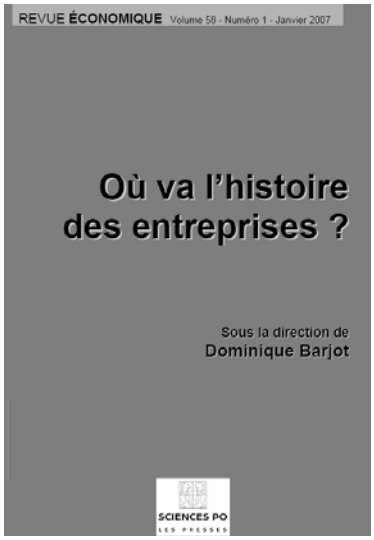
Adresse personnelle : .....

.....

Adresse électronique : .....

Presses de Sciences Po - 117, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : (+33) (0)1 45 49 83 64 - Fax : (+33) (0)1 45 49 83 34

SCIENCES PO
LES PRESSES



Où va l'histoire des entreprises ??

Sous la direction ***de Dominique Barjot***

Table des matières

Introduction, *Dominique Barjot*

Différentes approches

1. The Strategy and Structure of European Firms, *Franco Amatori, Andrea Colli*
2. Study of British Banking History: A Select Illustration from Bank-Firm Relationships, *Mae Baker, Michael Collins*
3. L'approche comptable : Lafarge (1993-2004) ou comment on devient firme mondiale , *Dominique Barjot*
4. Entreprises, cheminements technologiques et innovation, *Laurent Tissot*
5. Districts industriels :du concept à l'histoire. Les termes du débat , *Jean-Claude Daumas*
6. Histoire des entreprises et approches globales : quelles convergences ?,*Jean-Charles Asselain*

Principaux chantiers

1. Global Electrification: Multinational Enterprise and International Finance in the History of Light and Power, 1880s-1914, *William Hausman*, *Mira Wilkins*, *John L. Neufel*d
2. Contrasting Styles of Foreign Investment: A Comparison of the Entrepreneurship, Technology and Finance of German and Canadian Enterprises in Barcelona Electrification, *Peter Hertner*, *H. Viv. Nelles*
3. Economic culture and its transfer: Americanization and European enterprise, 1900-2005, *Harm Schroeter*
4. Mondialisation et avantage concurrentiel : la percée internationale de Samsung (1953-1986),*Rang-Ri Park*
5. La concession des services maritimes postaux au XIXe siècle : le cas exemplaire des Messageries Maritimes, *Marie-Françoise Berneron-Couvenhes*
6. Nationalisation and Privatisation: Ownership. Markets and the Scope for Introducing Competition into the Electricity Supply Industry., *Martin Chick*, *H.Viv. Nelles*

Presses de Sciences Po - 117, boulevard Saint-Germain - 7500 6 Paris
Tél. : (+33) (0)1 45 49 83 64 - Fax : (+33) (0)1 45 49 83 34

Librairie
30, rue Saint-Guillaume,
75007 Paris.
librairie@sciences-po.fr
Tel. : 01 45 48 36 02.
Télécopie : 01 42 22 56 89.
Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 11h à 18h30.

Order online
www.pressesdesciencespo.fr

Or **return the enclosed form** with your payment directly to :
Presses de Sciences Po 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris - France
Tél. : (+33) 1 45 49 83 64 - Fax : (+33) 1 45 49 83 34

Marketing et communication
Graziella Niang : 01 45 49 83 32
presses@sciences-po.fr

Abonnements
info.presses@sciences-po.fr

SCIENCES PO
LES PRESSES

REVUE ECONOMIQUE

Revue bimestrielle publiée avec le concours du Centre national de la recherche scientifique, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de la Fondation nationale des sciences politiques

In memoriam : Yves Ullmo
Jeanne-Marie Parly

Coûts de transaction, équilibres multiples avec chômage et concurrence monopolistique : un réexamen du modèle WS-PS.
Ludovic A. Julien, Nicolas Sanz

Firm-Specific Learning and the Nature of the Firm : Why Transaction Costs May Provide an Incomplete Explanation.
Geoffrey M. Hodgson, Thorbjørn Knudsen

Incertitude et opinions différentes sur l'effet de la politique économique.
Daniel Laskar

L'échange et la loi : le statut de la rationalité économique chez Rousseau
Christophe Salvat

Critères pour une meilleure répartition des sièges du Val d'Oise au sein des structures intercommunales : Une application au cas du Val d'Oise
Fabrice Barthélémy, Mathieu Martin

Les comportements boursiers sont-ils eulériens ?
Georges Prat

Impacts de l'ouverture Nord-Sud sur le progrès technique et les inégalités salariales.
Nathalie Chusseau, Joël Hellier

Presses de Sciences Po - 117, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : (+33) (0)1 45 49 83 64 - Fax : (+33) (0)1 45 49 83 34

Ventes et abonnements

Commandez en ligne
www.pressesdesciencespo.fr

ou **renvoyer le bon de commande avec votre paiement aux** :
Presses de Sciences Po
117, Bd. Saint Germain - 75006 Paris - France
Tél. : (+33) 1 45 49 83 64 -
Fax : (+33) 1 45 49 83 34
info.presses@sciences-po.fr

Abonnements 2006 : 6 numéros par an

	France	Etranger
Institutions	127 €	137 €
Particuliers	79 €	91 €
Etudiants	58 € sur présentation CE	

Librairie
30, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
librairie@sciences-po.fr
Tel. : 01 45 48 36 02.
Télécopie : 01 42 22 56 89.
Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 11h à 18h30.

Prix au numéro : 21,50 Ä

Rédaction
54, Boulevard Raspail - 75006 Paris
Tel 01 49 54 25 65
Fax 01 45 44 93 11
Revue.Economique@ehess.fr
http://www.ehess.fr/html/html/735.html

SCIENCES PO
LES PRESSES

THÈSES - THÈSES - THÈSES - THÈSES

Akli Berri

« Dynamiques de la motorisation et des dépenses de transport des ménages. Analyses sur données individuelles et semi-agrégées »
Date de soutenance : 20 décembre 2005
Laboratoire : TEAM
Université : Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
Directeur de thèse : François Gardes
Jury : Joyce M. Dargay, François Gardes, Marc Gaudry (rapporteur), Jean-Loup Madre, Philip Merrigan (rapporteur), Patrick Sevestre

Les comportements de transport des ménages sont examinés, sur données d'enquêtes répétées, pour en comprendre les dynamiques et en appréhender les conséquences pour l'évolution future des parcs et de la circulation automobiles, ainsi qu'en termes d'inégalités sociales. L'équipement automobile et son usage sont analysés avec une approche basée sur le suivi de cohortes. Des projections à long terme sont réalisées pour les parcs à disposition des ménages dans plusieurs pays, ainsi que pour le trafic automobile des ménages en France. Les dépenses de transport (des ménages français) sont considérées conjointement avec celles du logement. Les inégalités de consommation et les effets redistributifs des taxes sur différentes catégories de biens et services sont évalués avec l'indice de Gini décomposé par poste de dépense.
Une comparaison internationale de la motorisation fait ressortir trois facteurs principaux expliquant les différences entre pays ou régions : l'histoire de la diffusion de la voiture, le niveau de développement économique et la densité de population. L'influence de la densité sur l'équipement et l'usage est plus manifeste en considérant des zones (françaises) homogènes. Les projections de la circulation montrent, notamment, que l'ampleur de l'impact de l'étalement urbain devrait dépendre de la taille de l'aire urbaine.
L'examen des dépenses montre, sur l'exemple de l'Ile-de-France, le rôle des conditions prévalant sur le marché du logement : la cherté de l'immobilier au centre de l'agglomération contraint les plus modestes à une localisation en zones périphériques mal desservies par les transports en commun, entraînant des dépenses de transport (essentiellement automobiles) élevées. Par ailleurs, il ressort de l'analyse des inégalités qu'avec la diffusion de l'automobile, les taxes sur les carburants sont devenues régressives (i.e. elles affectent les pauvres plus que les riches) alors que le caractère progressif de celles sur les autres biens et services d'utilisation des véhicules (réparations, huiles, pneus,…) s'est atténué. Les mesures visant à réduire la circulation automobile pour en atténuer les nuisances environnementales devraient donc être conçues en tenant compte de l'impératif d'équité. En outre, une démarche d'ensemble devrait intégrer des actions sur le secteur du logement de façon à densifier le tissu urbain et atténuer la tendance à l'étalement.

Mots-clés : transports ; ménages ; enquêtes ; automobile ; dépenses ; pseudo-panels ; inégalités ; indice de Gini ; décomposition par poste de dépense ; effets redistributifs
E-mail : akli.berri@inrets.fr

Damien Fessler

« Valeur et mesure dans les Recherches sur les Principes Mathématiques de la théorie des richesses d'Antoine-Augustin Cournot »
Date de soutenance : 23 février 2006
Laboratoire : GRESE
Université : Paris I - Panthéon Sorbonne
Directeur de thèse : Jan Horst Kepple
Jury : Richard Arena (rapporteur), Annie L. Cot, Gérard Jorland (rapporteur), André Lapidus.

L'ouvrage publié en 1838 par Antoine-Augustin Cournot (1801-1877), les Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses, est considéré comme un ouvrage précurseur de l'économie moderne, notamment au travers de l'influence qu'il exerça sur les économistes marginalistes à partir de la fin du 19ème siècle. Néanmoins la démarche entreprise par Cournot en 1838 ne saurait être comprise indépendamment du contexte intellectuel de son apparition. L'objet de la thèse est d'éclairer les conditions de l'utilisation des mathématiques dans les Recherches, en replaçant cette démarche dans le cadre de questions théoriques propre à l'économie politique classique et en apportant également un éclairage épistémologique. Cette thèse montre que, loin de constituer une rupture avec la théorie économique dominante, la démarche des Recherches traduit au contraire l'attachement de Cournot au concept classique de valeur, caractérisé par la coexistence de plusieurs

registres d'évaluation, hiérarchisés et articulés entre eux. Cette thèse montre en outre l'originalité de la posture épistémologique de Cournot et la manière dont il conçoit l'intervention des mathématiques dans la connaissance.

Mots-clés : Cournot, Economie mathématique, Théories de la valeur
E-mail : fessler@univ-paris1.fr

Gabriel Mougani

« Globalisation financière et intégration financière internationale : handicaps et opportunités pour les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) »
Date de soutenance : 11 juillet 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeur de thèse : Michel Lelart
Jury : Dhafer Saidane, Henri-François Henner (rapporteur), Jean Mathis (rapporteur), Françoise Le Quéré, Georges Gallais-Hamonno

L'objectif de cette thèse est, d'une part, d'analyser l'évolution des liens financiers entre les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et l'économie mondiale et, d'autre part, d'évaluer empiriquement les effets macro-économiques des flux de capitaux extérieurs dans ces pays et de montrer les bienfaits potentiels d'une ouverture financière accrue. Dans une première partie, nous analysons l'extension de la globalisation financière aux pays émergents, en développement et en transition et faisons ressortir la marginalisation de l'Afrique Subsaharienne en général et de la CEMAC en particulier dans les processus de globalisation financière et d'intégration financière internationale (IFI). Dans la deuxième partie de la thèse, nous recourons à différentes techniques économétriques pour déterminer l'impact de l'IFI sur la croissance économique et vérifier si cette relation dépend des performances économiques et du niveau de développement financier. Pour tester cette relation, l'analyse empirique est réalisée sur les 3 pays de la CEMAC (Cameroun, Congo et Gabon) pour la période 1970-2003. Globalement, ces tests ne permettent pas de faire ressortir une relation significative entre l'IFI et la croissance économique même sous certaines conditions économiques et financières. L'étude analyse également le degré de volatilité (ou d'instabilité) des flux de capitaux à destination de ces pays. L'analyse empirique développée sur le risque de vulnérabilité repose sur les estimations de volatilité en matière de flux de capitaux officiels et privés. Elle montre que celle-ci est très élevée dans les trois pays quelle que soit la nature des flux (officiels ou privés). Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous proposons un certain nombre de mesures et politiques de nature à réduire les risques associés à la globalisation financière pour les pays de la CEMAC, stimuler et stabiliser l'investissement étranger et, réaliser les gains potentiels liés à une plus grande ouverture financière.

Mots-clés : Globalisation financière, flux de capitaux, intégration financière internationale, Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)
E-mail : Mougani@beac.int

Kang Soek LEE

« L'intégration monétaire régionale : une application au cas asiatique »
Date de soutenance : 13 novembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeur de thèse : Philippe Saucier
Jury : Antonio Mendonça, Bertrand Blancheton (rapporteur), Gilbert Colletaz, Thierry Montalieu, Pierre-Bruno Ruffini (rapporteur).

Les pays d'Asie sont à la recherche d'un système de taux de change et d'un marché financier commun qui puissent, à la fois, encourager leur commerce, sécuriser et développer leur économie. Le change flottant, l'ancrage au dollar ou au yen, et même une monnaie commune asiatique apparaissent comme autant de solutions alternatives. À la lumière des théories relatives aux zones monétaires optimales et à l'aide des outils économétriques mesurant la symétrie des chocs macro-structurels, la thèse examine et compare l'intérêt relatif de ces options, afin de chercher les meilleures solutions du point de vue de chaque pays d'Asie, ainsi que du point de vue de leur ensemble (ASEAN+Chine+ Japon+Corée). La thèse conclut de manière générale qu'une union monétaire asiatique, accompagnée d'accords de libre-échange intra-asiatique, se présenterait comme l'option la plus appropriée pour la stabilité et le développement économique de l'ensemble des pays d'Asie.

Mots-clés : Intégration régionale, union monétaire, régime de change, zone monétaire optimale, convergence, chocs structurels, Asie
E-mail : kslee@free.fr

Felwine Sarr

« La coordination des politiques macroéconomiques en Union monétaire : le cas de l'Union monétaire Ouest africaine »
Date de soutenance : 17 novembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeur de thèse : Patrick Villieu
Jury : Gilbert Colletaz, Jean-Louis Combes (rapporteur), Jean-Paul Pollin, Marc Raffinot, rapporteur), Gervasio Semedo

Cette thèse étudie la coordination des politiques macroéconomiques dans l'Union monétaire Ouest Africaine. Le premier chapitre étudie les canaux de la transmission internationale de la politique budgétaire en Union monétaire ainsi que le signe des externalités générées par celles-ci. Le second chapitre évalue la pertinence des arguments liés aux externalités structurelles de demande à l'aide d'une modélisation Var, ainsi que ceux de la discipline et de la crédibilité du policy-mix, dans le contexte de l'UEMOA. Le troisième chapitre évalue le processus de convergence macroéconomique mis en œuvre dans la zone après la dévaluation du Franc CFA en 1994, et s'interroge sur le type de règles budgétaires adaptées à la zone UEMOA. Le dernier chapitre procède à une analyse empirique de l'impact des règles limitant l'endettement des pays de la zone sur la soutenabilité de leurs politiques budgétaires.

Mots-clés : Politique budgétaire, union monétaire, coordination, convergence, soutenabilité, UEMOA
E-mail : felwine.sarr@tiscali.fr

Mouhamadou Fall

« Assurance et tests génétiques »
Date de soutenance : 28 novembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeur de thèse : Anne Lavigne
Jury : Patrick Villieu, Franck Bien, Régis Breton, Meglena Jeleva (rapporteur), Bertrand Villeneuve (rapporteur)

Les tests génétiques suscitent actuellement des craintes car les individus pensent que leur résultat servira aux assureurs lors de la tarification des risques pour exclure ceux prédisposés à une maladie. Dans notre travail de recherche, nous montrons que le marché d'assurance cesse d'exister pour les maladies monogéniques. En revanche, il fonctionne bien pour les maladies polygéniques. Á cause de l'influence de facteurs environnementaux, les assureurs peuvent offrir des contrats plus adaptés tout en gardant dans leur portefeuille les individus les plus risqués. De plus, avec les maladies polygéniques, les individus peuvent réduire leur risque en effectuant de la prévention. En présence simultanée d'antisélection et d'aléa de moralité, nous préconisons aux assureurs, tout en respectant la condition d'intersection unique, d'offrir des contrats à couverture partielle qui peuvent être soit séparateurs, soit pooling. Toutefois, l'apparition de la maladie peut annihiler tout effort de prévention. Afin de capter certaines informations que l'assureur a du mal à percevoir dans un cadre statique, nous supposons une révision des probabilités de sinistre des assurés au cours du temps. En monopole, on montre que la déformation des probabilités nuit uniquement aux mauvais risques sinistrés de première période qui obtiennent une couverture partielle avec une détérioration de leur utilité. A contrario, l'entrée de compagnies concurrentes annihile leur tarification à l'expérience. Enfin dans notre dernier cadre d'analyse, nous tenons compte du manque de fiabilité de certains tests, et montrons que les agents non porteurs du gène sont plus pénalisés par l'erreur sur le test que les porteurs.

Mots-clés : Tests génétiques, antisélection, aléa de moralité, contrats dynamiques
E-mail : mouhamadou.fall@univ-orleans.fr

Faouzi Boujedra

« La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des investissements directs étrangers en direction des pays en développement. Analyse théorique et empirique »
Date de soutenance : 4 décembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeurs de thèse : Philippe Saucier, Messaoud Boudhiaf
Jury : Samir Maktouf (rapporteur), Bernard Guillochon (rapporteur), Jean-Bernard Chatelain,

Cette thèse propose une analyse théorique et empirique de la prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement (PED). L'analyse du risque-pays nécessite de manipuler de nombreux facteurs et de mobiliser une importante base de données quantitatives et qualitatives. Ce travail de recherche complète les méthodes traditionnelles d'évaluation du risque-

pays en intégrant les éléments fondamentaux adossés à la théorie. En dépit du risque de circularité tautologique des variables de risque pays constatée lors des études empiriques, nous employons la « méthode par dires d'expert » pour créer des mesures de risque pays. L'objectif est d'éviter le caractère aléatoire des coefficients de pondération tout en tenant compte des seuils critiques des variables sensibles. Les firmes multinationales (FMN) mettent en oeuvre des jeux complexes et incertains dans leur choix d'implantation à l'étranger. Entre libéralisation et ouverture de marché, les PED présentent un cas d'école pour étudier le risque pays. Ce dernier se matérialise par la volatilité du retour sur l'IDE par rapport à un investissement domestique. Il affecte le seuil de rentabilité de l'IDE. Dans ce cadre, la prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des FMN complète les autres déterminants traditionnels de l'IDE. Les tests économétriques corroborent le modèle théorique et révèlent que le rôle des FMN et l'impact des flux d'IDE sont controversés. Bien que notre contribution soit d'explorer les facteurs du risque d'investissement, les résultats nous permettent également d'inférer des recommandations de politiques économiques pour les PED.

Mots-clés : Risque pays, IDE, commerce international, crises financières, capitaux étrangers, taux de change, firmes multinationales
E-mail : faouzi.boujedra@univ-orleans.fr

Irina Bunda

« Analyses et régulations de l'instabilité financière internationale »
Date de soutenance : 7 décembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeurs de thèse : Jean-Paul Pollin, Jean-Baptiste Desquilbet
Jury : André Cartapanis (rapporteur), Olivier Jeanne, Dominique Lacoue-Labarthe (rapporteur), Patrick Villieu

Dans cette thèse, nous menons une réflexion théorique, empirique et réglementaire, sur trois aspects majeurs de l'instabilité financière induite par l'ouverture des marchés et la déréglementation dans les pays émergents: crises jumelles, co-mouvement des marchés, désajustements de maturités et devises. Nous proposons un cadre général pour étudier les liens entre crises bancaires et de change inspiré de la crise asiatique. Sur le marché des changes, la dévaluation est le résultat de l'arbitrage du gouvernement en présence de garanties implicites du secteur bancaire. Sur le marché des capitaux le passage à l'équilibre de crise dépend de l'évolution du ratio de liquidité internationale. Nous développons ensuite un modèle de transmission internationale des chocs spécifiques/globaux afin de caractériser l'attitude des investisseurs vis-à-vis des titres émergents de dette et identifier les sources potentielles de risque de contagion. Nous appliquons ce schéma aux épisodes majeurs de volatilité accrue de 1997 à 2005. Malgré l'atténuation des effets d'amalgame, nous montrons qu'actuellement, un groupe de pays demeure particulièrement vulnérable à des chocs externes. Finalement, nous proposons une grille d'interprétation du double désajustement de l'endettement international: la dette de court terme permet de pallier les insuffisances du cadre réglementaire domestique alors que l'endettement en devises résulte de l'incertitude qui pèse sur le comportement des Autorités monétaires. Nos modèles théoriques et résultats empiriques suggèrent que les régimes de change/monétaires et le cadre institutionnel macro/microéconomique ont un impact significatif sur l'ampleur du biais structurel de l'endettement.

Mots-clés : Crises financières internationales, instabilité financière, crises jumelles, équilibres multiples, contagion pure, co-mouvement des marchés, marchés émergents de la dette, désajustements de maturités et devises, panique bancaire, flux de capitaux, dollarisation
E-mail : irina.bunda@univ-orleans.fr

Diana Miclea-Pop

« La gouvernance d'entreprise dans les pays en transition : l'expérience du marché roumain des acquisitions »
Date de soutenance : 8 décembre 2006
Laboratoire : Laboratoire d'Economie d'Orléans
Université : Université d'Orléans
Directeur de thèse : Xavier Galiègue
Jury : Jean-Bernard Chatelain, Gilles Chemla (rapporteur), Michel Dietsch (rapporteur), Jean-Paul Pollin, Constantin Tulai

Cette thèse s'intéresse à une « facette » relativement peu étudiée de l'architecture financière caractérisant les économies en transition, à savoir le marché des acquisitions. De manière générale, les résultats de notre étude d'événement menée sur le marché roumain des acquisitions ne concordent pas avec ceux reportés dans la littérature financière : les rentabilités anormales réalisées par les

sociétés cibles ne sont pas, en moyenne, significativement différentes de zéro. Nos résultats suggèrent que la régulation des acquisitions joue un rôle de gouvernance crucial dans les systèmes économiques caractérisés par des structures concentrées de propriété. Ce rôle potentiel est examiné dans le cadre d'une étude comparative de l'effet de la concentration du capital sur la performance économique des entreprises croates et roumaines. L'effet asymétrique que nous mettons en évidence peut s'expliquer en évoquant les principales différences caractérisant la régulation des acquisitions applicable dans chacun des deux pays : la déclaration de franchissement des seuils et la règle d'offre publique obligatoire. Ces résultats empiriques nous amènent enfin à focaliser notre attention sur le phénomène de concentration des structures de propriété et sur le déclin des marchés financiers dans les pays en transitions. L'approche théorique que nous avons privilégiée consiste notamment à proposer une alternative à la règle d'offre publique obligatoire : le contrat contenant des clauses de garantie de passif (« représentations et garanties »). Les résultats de notre modèle contribuent à enrichir le débat autour de la réforme des normes légales applicables dans les pays en transition.

Mots-clés : Gouvernance d'entreprise, marchés émergents, économies en transition, fusions et acquisitions, règle d'offre publique obligatoire, actionnaires minoritaires, clause de garantie de passif
E-mail : diana.pop@univ-orleans.fr

Hélène Huber

« Vieillissement, dépenses de santé et inégalités de recours aux soins : essais de micro-économétrie appliquée »
Date de soutenance : 4 décembre 2006
Laboratoire : EconomiX et LEGOS
Université : Université Paris X - Nanterre
Directeur de thèse : Brigitte Dormont
Jury : Brigitte Dormont, Pierre-Yves Geoffard, Alberto Holly (rapporteur), Myriam Khlat (rapporteur), Valérie Mignon, Thomas Piketty

L'objet de cette thèse est l'analyse des comportements de consommation de soins et de leur impact sur l'évolution et la répartition de la dépense de santé dans la population. Nous menons une analyse sur données individuelles et mettons en ?uvre des méthodes originales de microsimulations afin de mettre en évidence les effets de l'hétérogénéité des comportements au niveau individuel. Nous employons les données de l'Appariement, enquête en population générale élaborée par l'IRDES. Un premier chapitre expose les méthodes économétriques employées lors de l'estimation d'équations explicatives de la consommation de soins sur données individuelles. Un deuxième chapitre développe une méthode originale visant à analyser les facteurs de la hausse des dépenses de santé, et montre que cette hausse est principalement due aux changements de comportements face à la maladie, et très peu due au vieillissement démographique. Un troisième chapitre propose une méthode novatrice de décomposition des inégalités de consommation de soins par facteur. Nous montrons que l'inéquité observée est pour moitié due à l'hétérogénéité des comportements, cette hétérogénéité n'étant pas identifiable dans les décompositions standard.

Mots-clefs : Dépense de santé, Econométrie, Micro-simulations, Vieillissement, Inégalités
E-mail : helene.huber@u-paris10.fr ; helene.huber@dauphine.fr

Rédha Younes Bouacida

« Politiques Scientifiques et Techniques et aides à l'Innovation des PME algériennes »
Date de soutenance : 22 novembre 2006
Université : Paul Cézanne - Aix Marseille III-CAE
Directeur de thèse : Bernard Haudeville
Jury : Mark Humbert (président), Christian Le Bas (rapporteur), Colette Fourcade (rapporteur), Bernard Haudeville.

Cette thèse se propose d'explorer le fonctionnement du système scientifique et technique en Algérie, les relations entre les activités scientifiques et techniques et performances économiques, et d'esquisser une analyse des relations entre activités technologiques, innovation et croissance dans les PME algériennes. La thèse est structurée en deux parties de portée théorique et empirique. Dans la première, nous examinons la place des PME dans la production et le changement technique. Tout d'abord, il s'agit de découvrir le secteur de la petite et moyenne entreprise, puis le rôle de ces entreprises dans la croissance économique en algérie. Nous verrons alors que les PME algériennes ne jouent pas encore leur rôle dans la création d'emplois et dans l'activité. Ensuite, il s'agit de faire une analyse sur les PME et les activités d'innovation et notamment sur les facteurs favorisant ces activités, à savoir les réseaux d'innovation, la

proximité et le financement. Dans la deuxième partie, nous ferons une analyse de la croissance et l'innovation dans les PME algériennes. En premier lieu, nous découvrons la modernisation des PME et son impact sur la croissance. Cette démonstration est menée notamment pour montrer l'action des pouvoirs publics algériens en matière de science, de technologie, et d'innovation. Ce faisant, elle fait état des difficultés de l'Algérie pour développer les activités scientifiques et techniques, et encourager les activités de recherche et d'innovation dans les entreprises. Ensuite, nous présenterons les résultats d'une étude empirique de l'innovation dans les PME algériennes. Cette enquête est basée sur un échantillon de 100 entreprises, en mobilisant le logiciel EVIEWS. Les résultats économétriques ont notamment montré que les PME algériennes se caractérisent par de faibles capacités d'innovation et l'absence d'un système de soutien à l'innovation. En somme, cette recherche démontre la nécessité pour l'Algérie de faire plus d'effort en matière de R-D, et d'octroyer des aides afin d'inciter les PME à innover.

Mots clés : Recherche et Développement, Innovation, Croissance, PME, Apprentissage, Compétence de l'entreprise, Compétitivité.
E-mail : Redha.younes-bouacida@wanadoo.fr

Mihai Tivadar

« Structures Sociales Urbaines et Ville Ecologique »
Date de soutenance : 8 décembre 2006
Laboratoire : EQUIPPE-MEDEE
Université : Lille 1
Directeur de thèse : Hubert Jayet
Jury : Yves Crozet (Rapporteur), Florence Goffette-Nagot (Rapporteur), Sonia Paty, Jean-Philippe Tropeano.

Il y a aujourd'hui peu de connexions entre les analyses économiques des structures urbaines d'une part, et les travaux en économie des transports et de l'environnement d'autre part. Cependant, bien qu'en apparence disjoints, ces domaines entretiennent des liens substantiels qui sont la conséquence du fait que nos économies sont aujourd'hui presque totalement urbanisées et que, de ce fait, leur fonctionnement économique se traduit directement dans les structures économiques et sociales de leurs villes. En conséquence, l'objectif principal de cette thèse est d'étudier les liens entre les fondamentaux économiques urbains (demande d'espace des ménages, nature et importance des coûts objectifs et perçus des différents modes de transport), les structures urbaines et l'impact écologique de la ville, en débouchant sur une analyse du rôle des aménageurs publics et des politiques urbaines qu'ils mettent en place. Les politiques urbaines déclenchent des mécanismes complexes qui provoquent des effets différents à court terme et à long terme. Les effets à court terme passent par un changement des conditions et des coûts de chaque mode de transport. Les habitants vont réagir par une modification des comportements de déplacement, ce qui implique des impacts sur les niveaux de congestion et de pollution. Mais ces effets peuvent être plus profonds qu'une simple modification de l'intensité d'usage des transports urbains. A long terme, les modifications des coûts de déplacement et de l'attractivité de la ville conduisent à de nouvelles décisions de localisation, ce qui peut affecter fortement la structure de la ville. En retour, la modification de la structure socio-spatiale de la ville détermine de nouvelles conditions de déplacement et de qualité environnementale. Ainsi, la structure sociale de la ville non seulement influence les conditions et la structure de déplacements et la qualité environnementale, mais elle peut être également le résultat à long terme de ces deux facteurs. Dans ce contexte, la décision du planificateur ne doit pas être limitée à une perspective de court terme, parce que ces choix peuvent transformer radicalement la structure entière de la ville et des effets inattendus peuvent apparaître.

Mots-clés : Economie urbaine, Transports Urbains, Ségrégation Sociale, Pollution Urbaine, Localisation, Inégalités, Congestion
E-mail : tivadarmihai@yahoo.com

Christophe Chauvet

« Les apports de Jeremy Bentham à l'analyse économique de l'Etat. Prélude à une théorie de la bureaucratie »
Date de soutenance : 13 décembre 2006
Laboratoire : CRIISEA
Université : Picardie Jules Verne
Directeur de thèse : Nathalie Sigot
Jury : Gilles Dostaler (rapporteur), Pierre Garrouste, Marco Guidi, André Lapidus (rapporteur), Yorgos Rizopoulos.

Cette thèse démontre que Bentham est l'auteur d'une œuvre qui porte en germe cette orientation typique de l'analyse économique développée par l'école du Public Choice mais qu'il est également le porteur d'orientations alternatives. En effet, si

Bentham anticipe par le constat qu'il dresse, la méthode qu'il utilise et les thèmes qu'il aborde l'école de Virginie, en revanche il arrive à des conclusions très différentes : l'Etat doit selon lui intervenir dans la promotion du « plus grand bonheur pour le plus grand nombre ». Le principe d'utilité est utilisé par Bentham comme le seul critère d'évaluation pertinent pour résoudre le problème du conflit entre l'intérêt privé de chaque fonctionnaire et l'intérêt général qu'il doit représenter. Nous avons donc recherché, présenté et analysé les propositions de Bentham visant à résoudre ce problème en démontrant comment selon lui un Etat fort pouvait se révéler efficace pour maximiser l'utilité collective. Dans une première partie, nous avons donc cherché à définir quels devaient être selon lui les champs d'intervention de l'Etat c'est-à-dire les missions revenant exclusivement de la sphère publique et celles devant être confiées au marché. Dans une seconde partie, nous nous sommes penchés sur les moyens de s'assurer selon Bentham que l'aptitude des agents publics puisse être maximale sans pour autant que cela n'engendre des coûts trop élevés pour la collectivité. Enfin dans une troisième partie, nous avons examiné ses propositions concernant l'organisation optimale que devaient avoir les institutions publiques. Au terme de ce travail, la figure de Bentham peut être replacée dans l'histoire des idées économiques comme l'auteur d'une théorie de la bureaucratie résolument moderne.

Mots-Clefs : Bentham, Utilitarisme, Public Choice, Etat, Bureaucratie, Fonctionnaires, Institutions, Organisations.
E-mail : christophe-L.chauvet@laposte.net

Bilge Ozturk

« Essais en Economie Evolutionniste »
Date de soutenance : 8 juillet 2005
Laboratoire : Laboratoire d'Econométrie
Université ou Ecole : Ecole Polytechnique
Directeur de thèse : Jean-François Laslier
Jury : Bernard Walliser, Seyfettin Gürsel, André Orléan, Remzi Sanver, Vincent Merlin

Dans cette thèse trois modèles en économie évolutionniste sont étudiés. Après un chapitre introductif, le chapitre 2 présente une version évolutionniste du modèle de l'émergence de la monnaie de Kiyotaki et Wright (1989). Ce chapitre a deux objectifs: Le premier objectif est d'analyser les conséquences de l'introduction d'asymétries entre agents dans le processus d'appariement, et d'étudier la relation entre l'hypothèse d'appariement aléatoire et le résultat d'émergence d'un moyen d'échange. Cette étude nous permet de retrouver les conditions de stabilité pour les équilibres définis dans Kiyotaki et Wright (1989). Le deuxième objectif est d'étudier des dynamiques de déséquilibre pour lesquelles la distribution des stocks n'est plus supposée avoir toujours sa valeur d'équilibre temporaire, et de déterminer l'effet de la vitesse relative des dynamiques de l'échange et des dynamiques évolutionnistes sur la stabilité des équilibres du modèle de Kiyotaki et Wright. Les chapitres 3 et 4 traitent de la compétition électorale entre deux partis politiques composés chacun d'une faction « opportuniste » et d'une faction « militante », suivant Roemer (1999). Les candidats « opportunistes » ont pour seul objectif de remporter les élections, ou de maximiser le nombre de voix, pour bénéficier du prestige et de la puissance, alors que les candidats « militants » ont des préférences idéologiques. Dans le chapitre 3 on suppose que les militants sont inflexibles et représentent une idéologie fixe, tandis que les opportunistes déterminent leurs positions en maximisant leurs probabilités d'être élu. Suivant Roemer (1999) l'équilibre de Nash d'unanimité du parti est défini. Il consiste en des propositions politiques partisanes qui sont « Nash » dans le sens suivant: ni dans un parti ni dans l'autre, étant donné la politique proposée par l'autre parti, les factions (internes) ne peuvent se mettre unanimement d'accord sur une déviation de la politique proposée. On étudie alors la question du choix d'affiliation des politiciens opportunistes, en leur permettant de changer de parti politique et en endogénéïsant cette décision. Le chapitre 4 traite de l'aspect dynamique de l'idéologie du parti. On suppose que les militants tendent à adopter les préférences du citoyen moyen qui supporte le parti et les que opportunistes déterminent leurs positions en maximisant leur probabilité d'être élu. Suivant Roemer (2004) l'équilibre de Nash d'unanimité endogène est défini. Il consiste en des propositions politiques partisanes telles que: ni dans un parti ni dans l'autre, étant donné la politique proposée par l'autre parti, les factions (internes) ne peuvent se mettre unanimement d'accord sur une déviation de la politique proposée et l'idéologie du parti est donné par les préférences du citoyen moyen qui soutient le parti. On passe alors à une analyse dynamique pour étudier la stabilité. Le premier processus dynamique est, comme précédemment, la dynamique d'affiliation des opportunistes. Le second processus, couplé au premier, est le processus d'ajustement idéologique des militants à leurs électorats.

LIVRES - LIVRES - LIVRES - LIVRES

Handbook on the Economics of Sport
Wladimir Andreff and Stefan Szymanski
Edward Elgar, Cheltenham, 2006
ISBN : 1-84376-606-6 ; £150.00 ; 830 pages

Les 86 principaux sujets de la nouvelle discipline "Economie du sport" sont traités en autant de chapitres par 65 économistes originaires de quatre continents, soit une majorité des chercheurs les plus actifs dans ce domaine. L'ouvrage recense les principaux résultats obtenus dans la littérature consacrée à l'économie du sport ainsi que les points de vue des chercheurs les plus réputés sur les questions restant pour l'heure sans réponse. Il aborde successivement :

1/ La macroéconomie du sport, y compris la comptabilité nationale du sport, l'industrie et le commerce mondial d'articles de sport.
2/ La demande de sport, de pratique sportive, de spectacle sportif et de retransmissions télévisées.
3/ L'analyse avantage-coût appliquée aux effets du sport sur la santé, l'emploi, le bénévolat et l'impact économique des grands événement sportifs (J.O., Coupe du Monde).
4/ La gouvernance privée (CIO, fédérations) et étatique du sport, permettant de distinguer différents modèles (anglo-américain, européen, post-soviétique, des pays en développement) de régulation du sport.
5/ L'analyse économique des sports individuels à l'aide de la théorie des tournois.
6/ L'analyse économique (la plus élaborée à ce jour) des ligues de sports collectifs professionnels, leur financement, la fonction de production des clubs, leurs fonctions-objectifs et le marché du travail des sportifs professionnels.
7/ Les dysfonctionnements économiques du sport : la discrimination raciale et par genre, le dopage et la corruption.

Préalablement, les deux coordonnateurs de l'ouvrage introduisent à une brève histoire des analyses en économie du sport, jusqu'à son institutionnalisation récente.

Wladimir Andreff, Department of Economics, University of Paris 1 Pantheon Sorbonne, France and Stefan Szymanski, Tanaka Business School, Imperial College London, U

L'économie institutionnelle
Bernard Chavance
Editions La Découverte
ISBN : 2707144924 ; 8,50 € ; 119 pages

L'économie est un processus institutionnalisé : tel est le consensus qui semble s'établir depuis une quinzaine d'années. Admettre l'importance des institutions pour l'étude de l'économie représente toutefois une rupture avec le courant dominant de la pensée au XX^{e} siècle. Ce livre retrace l'histoire des théories économiques qui composent la grande famille de l'économie institutionnelle. A partir de positions doctrinales et méthodologiques parfois opposées, elles ont toutes tenté de comprendre la nature, le rôle, l'origine et le changement des institutions et apporté une contribution majeure à la réflexion contemporaine. Parmi les grands thèmes de la pensée institutionnaliste figurent les relations entre continuité et changement, le rapport entre comportements individuels et règles sociales, l'impact des institutions sur la dynamique ou les performances de long terme des économies, la place respective du pouvoir et de l'efficacité dans les évolutions historiques.

Bernard Chavance est économiste, professeur à l'université Paris-VII. Ses recherches portent sur l'analyse comparative des systèmes et des institutions économiques. Il a notamment publié Les Réformes économiques à l'Est (1992), La Fin des systèmes socialistes (1994), capitalisme et socialisme en perspective (dir, en collab., 1999), Les Incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne (dir., 2004).

Lexique de sciences économiques et sociales
Jean-Paul Piriou et Denis Clerc
Editions La Découverte
ISBN : 270715086X ; 8,50 € ; 126 pages

La précision, l'ampleur, la clarté et la rigueur scientifique des quelque 1 400 entrées de ce lexique en font un instrument de travail aujourd'hui sans équivalent.

Jean-Paul Piriou (1946-2004), était maître de conférences en économie à l'Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.
Denis Clerc, agrégé d'économie et de gestion, agrégé de sciences sociales, est aujourd'hui conseiller de la rédaction du mensuel Alternatives économiques qu'il a créé. Il est, par ailleurs, président de l'association Économie & Humanisme.

Les services publics en mutation, La Poste innove
Céline MERLIN
Editions L'Harmattan, collection L'esprit économique Série Krisis
ISBN : 2296019528 ; 24 € ; 284 pages

Dans un univers de globalisation des échanges, les services publics marchands sont forcément exposés à la concurrence mondiale. Ils poursuivent leur mission de service public accessible à tous et au bénéfice de toute la population. Leur capacité d'adaptation et d'innovation constitue un enjeu pour leur pérennité. Ces activités continuent cependant d'être perçues négativement en termes d'innovation tant par la presse quotidienne que dans certaines études économiques. Leur capacité d'innovation est souvent méconnue, ou reste encore limitée à l'introduction de systèmes techniques en provenance du secteur industriel. Cet ouvrage propose de rendre compte du potentiel d'innovation des services publics marchands. Il met en évidence la diversité des modalités d'innovation de ces activités ainsi que leurs trajectoires d'innovation. Il établit la tendance de ces activités à évoluer progressivement d'un modèle d'innovation de type industriel vers un modèle d'innovation dans lequel les aspects cognitifs et de relation de service prennent de l'importance. L'auteur s'appuie sur une étude empirique détaillée de l'innovation à La Poste et donne des pistes de réflexion sur la stratégie d'innovation de l'ensemble des services publics marchands dans le but de maintenir la cohésion sociale. Ce livre s'adresse aux chercheurs, mais aussi aux décideurs publics.

Céline Merlin, Docteur en Sciences Economiques, est enseignante à l'Université des Sciences et Technologies de Lille et à l'IESEG. Elle poursuit des recherches sur le thème de l'innovation dans les services publics au sein du laboratoire CLERSE IFRESI Université de Lille 1.

La méthode Colbert : Ou le patriotisme économique efficace
Olivier Pastré
Librairie Académique Perrin
ISBN : 2262025223 ; 33,30 € ; 223 pages

Les péripéties Mittal-Arcelor, l'imbroglio Suez-Gaz de France, l'avenir d'Euronext ou des banques françaises ont remis à la mode le "patriotisme économique". Manque de chance, il est caricaturé en protectionnisme arbitraire, en incantation ou en substitut de la ligne Maginot. Si l'on ne veut pas que l'économie française se dissolve dans la mondialisation, il est donc temps de penser et d'agir. Bref, d'inventer une méthode. Or Colbert peut nous aider. Parce qu'il a compris les enjeux d'une politique industrielle et que celle-ci ne pouvait exister sans un Etat fort, capable de créer des règles et des procédures favorables à l'expression de l'initiative industrielle. Colbert doit nous servir de guide pour esquisser ce que serait, à l'heure de la mondialisation, une économie maîtrisée.

Olivier Pastré, président d'IM Bank (Tunis) et membre du Conseil scientifique de l'Autorité des Marchés Financiers, est professeur d'économie à l'université de Paris VIII. Il est chroniqueur à France Culture.

Vers un droit à la mobilité pour tous : Inégalités, territoires et vie quotidienne
Dominique Mignot et Silvia Rosales Montano
La Documentation Française
ISBN : 2110061995 ; 15 € ; 97 pages

A une époque où la mobilité généralisée est la norme, l'existence d'inégalités en matière de déplacements devient en enjeu crucial pour les politiques publiques. La plupart des études quantitatives et qualitatives montrent que les mécanismes générateurs des inégalités sont complexes et imparfaitement connus. Préciser leur traduction dans le domaine des transports et plus concrètement concernant la mobilité au sein des modes de vie quotidiens, a été un des objectifs majeurs de cet ouvrage. Ce livre tente ainsi de clarifier des notions et des faits pour contribuer à la construction d'une transition durable du " droit aux transports " au " droit à la mobilité pour tous ".
Silvia Rosales-Montano, urbaniste à l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise est chargée des analyses et des recherches transversales en matière de transports, urbanisme, modes de vie et prospective territoriale.
Dominique Mignot est professeur à l'école nationale des travaux publics de l'État et directeur adjoint du Laboratoire d'économie des transports (unité mixte de recherche, ENTPE - université Lumière Lyon 2 - CNRS).

Les ségrégations de la ville-métropole américaine
Sylvette Puissant - L'Harmattan
ISBN : 2-296-01551-4 ; 21 € ; 222 pages

Plus que jamais, on constate que les discriminations n'apparaissent pas au hasard et avec des intensités aléatoires. Aux États-Unis, pour des raisons historiques, la croissance, l'étalement, la recomposition des espaces urbains sont marqués par l'origine raciale ou ethnique des résidents : la population blanche, les minorités afro-américaine, hispanique et asiatique ont dessiné les contours des métropoles et la structure de leurs quartiers. Cet ouvrage, fondé sur un recueil important de données, explore les disparités de ségrégation selon les minorités, la taille et la localisation régionale des villes et il en montre la persistance. L'auteur analyse, ensuite, des facteurs susceptibles d'expliquer les fragmentations des espaces métropolitains américains : population, diversité, langage, violence, pauvreté, emplois, revenus, norme familiale, statut des logements et de leurs occupants, mobilité. Une démarche statistique mesure les influences majeures et conjointes. Finalement, la métropolisation de l'économie, des modes de vie et des valeurs accroîtrait les niveaux de ségrégation résidentielle, les inégalités entre minorités et surtout leur isolement social et leur regroupement spatial : aujourd'hui, des villes de plus en plus métropolitaines seraient des villes de plus en plus ségrégées. L'ouvrage s'adresse aux enseignants-chercheurs, aux acteurs préoccupés par la ville, l'urbain et les politiques urbaines, à tous ceux qui vivent la ville-métropole et que la culture américaine intéresse.

Sylvette PUISSANT mène ses recherches à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, au sein de l'équipe urbaine de l'IFReDE-IERSO. Ses travaux concernent les processus de métropolisation et leur diversité.

Quelles proximités pour innover ?
Alain Rallet et André Torre (sous la direction de)
L'Harmattan
ISBN : 978-2-296-02647-6 ; 21 € ; 222 pages

Longtemps délaissé par les économistes, le thème de l'innovation est devenu à la mode dans les années 80 avant de faire la fortune des décideurs, qu'il s'agisse des technopoles, des clusters, des pôles de compétitivité ou des aides de toutes sortes. Aujourd'hui, au regard de la formidable concentration spatiale des activités d'innovation et du succès de zones telles que la Silicon Valley ou Sophia Antipolis, on considère que la proximité géographique est nécessaire, voire essentielle, à l'innovation et à la diffusion des connaissances. Mais est-ce certain ? Est-il réellement nécessaire d'être proches pour innover ? Le présent ouvrage, écrit par des économistes, des sociologues et des gestionnaires, se penche avec scepticisme sur cette question à partir d'exemples pris dans différentes régions françaises. L'analyse des facteurs de localisation des activités innovantes et des caractéristiques des systèmes localisés d'innovation, ainsi que l'étude des questions de géographie des connaissances et de leur diffusion locale permettent de relativiser le dogme de la proximité géographique et de mettre à jour les ressorts spatiaux souvent complexes des activités d'innovation, qu'il s'agisse des multiples canaux de diffusion ou de la possibilité de rencontres temporaires entre entreprises et organisations innovantes.
Alain Rallet est professeur d'économie à l'Université de Paris Sud X et membre du centre de recherche en économie (ADIS) de cette université. Il s'intéresse plus particulièrement à l'utilisation d'Internet dans la coordination spatiale des individus et des organisations.
André Torre est directeur de recherche en économie à l'UMR SAD-APT (INRA et INA-PG). Ses domaines de prédilection sont l'étude des relations de proximité et l'analyse des conflits. Il s'intéresse au rôle joué par l'espace dans les relations d'interface nécessaires aux processus de création et de diffusion des connaissances et des innovations.

Economie de la transition. La tranformation des économies centralement planifiées en économies de marché
Wladimir Andreff
Bréal
ISBN : 978 2 7495 0188 8 ; 27 € ; 494 pages

Cet ouvrage propose un bilan de la transition et des analyses économiques qui lui ont été consacrées, en distinguant deux phases aussi bien pour ce qui concerne les faits et les politiques économiques suivies dans les pays post-communistes que pour l'analyse du changement systémique. La première phase de transition néo-libérale, sous-tendue par le consensus de Washington jusqu'en 1998, repose sur l'analyse de : la libéralisation des prix et des transactions ; les programmes de stabilisation et d'ajustement ; la réallocation des ressources et la restructuration économique ; la privatisation à l'aide de diverses méthodes ; le débat entre thérapie de choc et gradualisme ; la désintégration économique internationale de l'ancien espace soviétique ; l'ouverture à l'économie mondiale. Cette phase fut ponctuée de 'surprises' de la transition, d'évolutions inattendues ou pas avec une telle amplitude : désorganisation de l'économie, profonde récession, chômage de longue durée, démonétisation, expansion de l'économie informelle et du crime économique.
Une seconde phase de transition instituée s'ouvre à partir de 1999 où la priorité est donnée aux problèmes de gouvernance de l'entreprise et de l'Etat, au développement des petites entreprises du secteur privé, aux nouvelles institutions et régulations économiques, au rôle de l'Etat dans l'économie, à la réforme du système bancaire et des marchés financiers émergents, à la gestion des coûts sociaux de la transition. Elle s'appuie sur des analyses non standard, plus institutionnelles, de la transition et repère plusieurs variantes de capitalismes est-européens en gestation. Cette phase a préparé la convergence et permis l'adhésion de dix pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne ; moins avancée dans la CEI, elle y provoque une transition divergente.

Wladimir Andreff est professeur d'économie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, directeur honoraire du ROSES (CNRS) et président de l'International Association of Sport Economists.

MANIFESTATIONS - MANIFESTATIONS

CALL FOR PAPERS
4TH EUROFRAME CONFERENCE
ON ECONOMIC POLICY ISSUES IN THE EUROPEAN UNION
Towards an Ageing and Globalising Europe:
Challenges for the European Social Model(s)
Friday, 8 June 2007, Bologna, Italy

The EUROFRAME group of research institutes (CPB, DIW, ESRI, ETLA, IfW, NIESR, OFCE, PROMETEIA, WIFO) will hold its fourth annual Conference on Economic Policy Issues in the European Union in Bologna on 8 June 2007. The aim of the conference is to debate on economic policy issues relevant in the European context. The call for papers focuses this year on policy challenges for the European Social Model(s) in the contexts of ageing and globalisation. Contributions should address in particular issues related to: The impacts of demography (ageing and immigration) and globalisation both on macroeconomic behavioural functions, on macroeconomic equilibrium and on the different specific models the countries have adopted for social protection; What reforms and what governance for European social protection systems (pensions, unemployment, health, exclusion, family, long term care): what lessons from the already enacted reforms? How the existing tools for long run growth forecasting can help in evaluating different options in social reforms (calibrated general equilibrium models; overlapping generations models, etc.); Which empirical tools should be used to evaluate the already enacted reforms in the labour markets? How do the different European social models perform?
Abstracts should be submitted by e-mail before 12 March to stefania.tomasini@prometeia.it and catherine.mathieu@ofce.sciences-po.fr.

2ND CALL FOR PAPERS
TENTH EUROPEAN WORKSHOP ON EFFICIENCY
AND PRODUCTIVITY ANALYSIS
JUNE 27-30, 2007 – LILLE
www.ewepa.org.

The EWEPA X workshop is organised by GAPEM (www.gapem.org) in Lille at IESEG School of Management (www.ieseg.fr) from June 27th to June 30th 2007. The scientific committee welcomes theoretical and empirical papers on productivity, production theory, and efficiency measurement in the fields of economics, management science, and public administration.

APPEL A CONTRIBUTIONS
Colloque interdisciplinaire sur l'économie informelle et le travail au noir,
Fédération de recherche TEPP (travail, emploi, politiques publiques)
Université Marne-La-Vallee, 17 septembre 2007
http://www.cee-recherche.fr/colloque_tepp/eco_informelle/

Sept thèmes seront au cœur de ce colloque :
L'analyse des frontières du travail au noir (définition, questions juridiques…)
La description ethnographique et l'évaluation statistique du travail au noir
La complémentarité ou la substituabilité du travail au noir par rapport au travail « légal »
Les analyses économique et économétrique des déterminants de l'offre de travail au noir
Les analyses économique et économétrique des déterminants de la demande de travail au noir (en prenant en compte aussi celle de la part des employeurs particuliers)
L'incidence des nouvelles technologies sur l'offre de travail au noir
L'analyse des politiques publiques de réduction du travail illégal
Projet de communication en anglais ou en français (Résumé en français ou en anglais d'une page accompagné le cas échéant de l'article complet) à envoyer avant le 23 mars 2007 à eco-informelle@cee-recherche.fr

CALL FOR PAPERS
ESNIE 2007, European School on New Institutional Economics
Institut d'Etudes Scientifiques de Cargèse (Corse), 21 au 25 mai 2007

La Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI) se consacre à l'analyse de la coordination entre les agents économiques et étudie les impacts économiques des dispositifs de coordination que sont les contrats, les organisations et les institutions. L'objectif de l'Ecole est de permettre aux chercheurs intéressés par ce champ d'analyse de se mettre à jour sur les développements récents, de se familiariser avec les outils d'analyse propres à ce champ, de développer des réseaux de coopération scientifiques français, européens et internationaux. L'Ecole s'adresse à la fois aux doctorants, post-docs et chercheurs intéressés. L'organisation est coordonnée par Eric Brousseau (Université Paris X –EconomiX).
Date limite d'inscription : 8 avril 2007
Les modalités d'inscription sont détaillées sur le site www.esnie.org

---

CALL FOR PAPERS
63rd Congress of the International Institute of Public Finance
University of Warwick, UK, August 27-30, 2007

We invite submissions of papers and abstracts in any field of public finance and public economics for the 63 Congress of the IIPF, to be held in the University of Warwick. The special theme for the conference is: Global Public Goods and Commons: Theoretical and Policy Challenges for a Changing World. Samuelson's famous 1954 paper drew economists' attention to the notion of a public good as a broad class of market failures. Since then, a vast literature has grown up that examines the presumptive inefficiency of decentralised public good provision, and has explored the prospects of designing superior resource allocation mechanisms. There has also been growing concern at the prospective overexploitation of open access resources. The concepts of public goods and open access resources provide a fruitful framework for thinking about many of the problems now facing mankind. Examples include global warming, depletion of natural resources, pollution and congestion phenomena, policies to deter terrorism, the monitoring and control of infectious disease, dissemination of information concerning potential natural disasters such as tsunamis, provision of aid to developing countries, maintenance of macroeconomic stability, and international tax co-ordination. Further details on the Congress are available at **www.iipf2007.com**

Congrès commun de l'European Regional Science Association 47e congrès) et de l'ASRDLF (Association de Science Régionale de Langue Française, 44e congrès)
PARIS - 29 Août - 2 septembre, 2007
http://sadapt.inapg.inra.fr/ersa2007/index.php

Session spéciale : Innovation, emploi et territoires des services
Cette session est consacrée à l'analyse de la dimension spatiale des activités de services. Son objectif est de reconsidérer la relation services et territoires en insistant plus particulièrement (mais pas exclusivement) sur les questions de l'innovation et de l'emploi. Il est clair que l'on ne peut comprendre le comportement spatial des services sans passer par l'analyse de leur organisation interne ou plus globalement de l'organisation productive dans laquelle elles s'inscrivent. Ainsi, l'internationalisation, l'innovation, l'intégration des TIC sont des facteurs importants d'évolution et de transformation de ces activités de service. Organisé par Faridah Djellal (farida.djellal@univ-lille1.fr) et Camal Gallouj (Camal.Gallouj@univ-lille1.fr).

Special Session : Analysing Urban Quality of Life
Three special sessions will be devoted to the "Analysis of Urban Quality of Life (QOL)". The focus for papers is on the measurement of Urban QOL and modelling the dimensions of subjective/perceived QOL and the spatial patterns of characteristics of urban QOL. The special sessions are organized by Robert Stimson, University of Queensland (r.stimson@uq.edu.au), and Robert Marans, University of Michigan (marans@umich.edu). Contact J.B. Traversac (jean-baptiste.traversac@inapg.inra.fr) with "Analysing Urban Quality of Life" as subject.

Special Session : Concepts et outils de gouvernance territoriale
La session vise à rassembler des chercheurs de différentes disciplines (économie, géographie, sociologie, sciences de gestion, agronomie) qui travaillent sur la gouvernance territoriale et le développement durable en agriculture. Les

interventions porteront plus spécifiquement sur les outils et dispositifs de gouvernance territoriale dans des situations qui émergent avec la prise en compte du développement durable. Il s'agit d'une part d'éclairer la capacité qu'ont (ou non) les acteurs concernés à piloter le devenir de l'agriculture, à élaborer et mettre en œuvre, à cet effet, des actions de développement durable et d'autre part à interroger la façon dont ces dispositifs génèrent de nouveaux modes de gouvernance des territoires. Contacts : Eduardo Chia (chia@supagro.inra.fr), Sylvie Lardon (lardon@engref.fr) et Hélène Rey-Valette (fvhr@wanadoo.fr).

Special Session: New rural systems , territories, and regional development
This special session is devoted to the analysis of the relation between regional development and the evolution of the new rural territories. The question of the compatibility between agricultural-rural processes and environmental dimension is also at stake. The contributions will possibly combine social sciences and bio-techniques approaches and innovate in the field of territorial and regional development. Interdisciplinary researches and cooperation with local actors are privileged. Organized by André Torre (UMR SAD-APT, Paris, France), and Antoine Bailly (Geneva University). Contact André Torre (torre@inapg.inra.fr).

Special Session: Entrepreneurship and the Region
This special session will accommodate papers related to Entrepreneurship in which the Local or Regional dimension is explicitly taken into account and interpreted. Expected contributions are both theoretical and empirical. The following emphases are particularly welcome: Entrepreneurship and the local market dynamics, The effect of regional conditions on start-up activity, Regional analysis of the new firm survival, New firms and regional economic growth, Entrepreneurship and the creation of regional specific assets, Local policy and entrepreneurship. Organized by Jean Bonnet (U. Caen, France), Marcus Dejardin (U. Namur, Belgium), Michael Fritsch (U. Jena, Germany) and Georgios Fotopoulos (U. Patras, Greece). Contact <mailto:marcus.dejardin@fundp.ac.be>

CALL FOR PAPERS
International Conference on Regional and Urban Modeling
Free University of Brussels, June 1-2, 2007.

The goal of the conference is to promote and stimulate the exchange of ideas in the field of modeling techniques applied to regional and urban issues. You can submit your paper on the conference management website: http://www.ecomod.org
Details are available on: http://www.ecomod.net
Deadline for submission of full papers is March 31, 2007.

CALL FOR PAPERS
International Conference: General Equilibrium as Knowledge. From Walras Onwards.
Paris, 6-8 September 2007
Pôle d'Histoire et d'Analyse des Représentations Économiques et Groupe de Recherches Épistémologiques et Socio-Économiques (PHARE-GRESE, Université Paris 1)
Centre d'études interdisciplinaire Walras-Pareto (CWP, Université de Lausanne)
Centre Alexandre Koyré en Histoire des Sciences et des Techniques (EHESS)

The aim of this conference is to gather contributions on general equilibrium, its spread and its uses since Walras. General equilibrium is considered here as 'knowledge', i.e. as a combination of theoretical references, technical standards and economic and social representations. The goal of the conference is not to provide yet another history of general equilibrium as a theoretical object. It is more about pointing out the interpretative contexts and the technical instruments that shaped, and still shape, the uses of general equilibrium within 'theoretical and 'applied' economics as well as outside economics. The conference should be of interest to social scientists working in the history of economic thought, but also in the fields of applied economics, science studies, history of applied mathematics, sociology, social and political philosophy. Information on the conference can be found at http://ge2007.univ-paris1.fr. For any additional information, please send your request to ge2007@univ-paris1.fr

SUMMER SCHOOL ON FISCAL FEDERALISM: Tax Competition and Urban Public Finance Barcelona, June 25-29, 2007

The Barcelona Institute of Economics (IEB) is pleased to announce its I Summer School on Fiscal Federalism. The objective of the Summer School is twofold. The first objective is to offer a one-week intensive training programme for PhD students on Fiscal Federalism. With this aim this year the Summer School will offer two 10-hour courses on the topics of 'Tax Competition' and on 'Urban Public Finance'. The second objective is to provide young scholars with the opportunity to discuss their own ongoing research ideas with leading researchers in the field in a relaxed and open atmosphere. To accomplish this purpose, the students will have the opportunity to present their research work at sessions attended both by the invited lecturers and by IEB's researchers.
Further information (e.g., courses schedule, reading list and programme) will be available soon at the IEB webpage (www.pcb.ub.es/ieb)
Deadline for the application: April 1, 2007

First World Meeting of the Public Choice Societies Amsterdam, March 29 - April 1, 2007

The first world meeting of the Public Choice Societies will be held from March 29 to April 1 2007 at the Amsterdam School of Economics, Faculty of Economics and Business, University of Amsterdam. The Public Choice Societies unite scientists from a variety of disciplines who are interested scientific research on the economics and politics of public and non-market decision-making, political economy and the economics of institutions. Further information about the conference is available on the conference web site: <http://www.creedexperiment.nl/pc2007/index.html>.

II WORKSHOP ON FISCAL FEDERALISM: Competition and Cooperation among Governments Sevilla, June 21-22, 2007

Competition among governments is often seen as the source of all evils. At the national and regional level, competition bears the blame of driving down tax rates and benefit levels and, therefore, of threatening the survival of the welfare state. At the local level, competition among fragmented governments is seen as one of the causes of underprovision of regionally-valued public services, environmentally harmful urban sprawl and unwanted income and racial segregation. However, competition is also considered by some as the best way to reduce waste in government and force politicians to be responsive to the needs and preferences of citizens. Depending on which view prevails, enhanced cooperation among governments will be seen as more or less advisable. These cooperation efforts range from harmonization agreements, centralization or regionalisation, and the use of grants to fund decentralized spending policies. The aim of this workshop is to bring together original research papers that cast some light on these issues. Both theoretical and empirical papers are welcome.
Further information on the workshop will be soon available at the webpage of the workshop, which could be accessed through the website of both organizing institutions: www.pcb.ub.es/ieb and www.centrodeestudiosandaluces.es

---

APPEL À COMMUNICATION Axe thématique *Intégration Monétaire et Financière Européenne* GDRE Économie Monétaire et Financière

Un atelier sur le thème **Restructuration du système bancaire européen** sera organisé à l'Université Lille 2 **le jeudi 3 mai 2007**. Les propositions de communication sont à envoyer **avant le 15 mars 2007** à Catherine Refait-Alexandre : catherine.refait@univ-lille2.fr. Le nouvel axe Intégration Monétaire et Financière Européenne est porté par les équipes de recherche en Finance du Nord-Pas de Calais : EQUIPPE, laboratoire commun aux Universités Lille 1, Lille 2 et Lille 3, et le GERME, laboratoire commun à l'ESC-Lille et à l'Université Lille 2. Les « relais » dans chaque institution sont respectivement Etienne Farvaque, Catherine Refait-Alexandre, Dhafer Saïdane et Pascal Grandin. Cet axe souhaite mettre en avant les problèmes monétaires, bancaires et financiers, tant micro-économiques que macro-économiques, induits par la construction européenne.
Etienne.Farvaque@univ-lille1.fr p.grandin@esc-lille.fr
dhafer.saidane@univ-lille3.fr catherine.refait@univ-lille2.fr

APPEL A CONTRIBUTION
Le risque religieux
Arras, 13 juin 2007

Bien qu'au XX[e] siècle plusieurs sectes se soient manifestées par des actes de violence meurtrière de masse (Etats-Unis, Japon, France, Arabie), c'est, sans conteste, le 11 septembre 2001 qui a hissé au premier plan des risques de masse, le risque religieux. Depuis lors, le discours et la pratique politiques ainsi que nombre de recherches universitaires ont mis ce risque religieux au centre de la réflexion contemporaine. Aujourd'hui, cinq ans après, l'abondance des évènements et analyses peut permettre de formaliser un certain nombre d'approches. Le laboratoire EREIA de l'Université d'Artois a, de ce fait, tenu son séminaire annuel 2006-2007 autour du thème "Religion". Il souhaiterait clôturer cette série par une journée d'études le 13 juin 2007 autour du thème "Le risque religieux". Trois grands axes de réflexion sont prévus : 1. Une approche historique entre religion et violence, 2. Une réflexion autour des différentes dérives sectaires contemporaines, 3. Une analyse des politiques d'administration des religions et du risque religieux. Envoyer vos propositions (le texte complet, avec vos coordonnées) à l'adresse suivante : ereia@univ-artois.fr avant le 31 mai 2007.

CALL FOR PAPER
International Workshop
"The diffusion of FLOSS and the Organisation of the Software Industry: From Social Networks to Economic and Legal Models"
Nice - Sophia Antipolis (France)
May 31st and June 1st 2007

Over the past few years, the development of Free/Libre Open Source Software (FLOSS) has attracted the attention of academics, practitioners and policy-makers. These OS initiatives were primarily launched by communities of motivated "user-developers", building original social networks. For FLOSS to last, the OS must be diffused to new populations of users (individuals, businesses, government agencies). The motivation of these populations to adopt FLOSS may however differ from those of initial user-developers. Besides, such an evolution questions the architecture of the whole software industry and the cooperation and competition between the FLOSS model and the traditional model of Software production and development. The objective of this workshop is to study the consequences of the transition between the two phases and aims to build an active European research network dedicated to this issue, which could lead to a second workshop followed by a collective publication either in a special issue in a refereed journal or in a collective book.
Updated information about this workshop will be available at the following URL:
http://perso.univ-rennes1.fr/eric.darmon/floss
For any information, please feel free to contact us by e-mail: dominique.torre@gredeg.cnrs.fr
eric.darmon@univ-rennes1.fr

APPEL A COMMUNICATIONS
XXIII[e] Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde
"L'Etat malgré tout ? acteurs publics et développement"
Facultés Universitaires Catholiques de Mons, Institut d'Etudes du Développement UCL, Préludes et BETA CNRS Université Nancy 2
MONS (Belgique), 14 - 16 mai 2007
www.fucam.ac.be/ATM

Les Journées du développement de l'Association Tiers-Monde se déroulent chaque année dans un pays, du Nord ou du Sud, en partenariat avec une université. Le thème de ces XXIII Journées porte sur "*L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et Développement*". Dans le cadre actuel de ces pays, après le "tout par l'Etat", dès les années 1980 s'impose un "tout au marché" déniant à l'Etat compétences, efficacité et moyens. Les compétences des acteurs publics se transforment: l'organisation publique locale, régionale ou nationale, subit une mutation de ses missions voire la création de nouvelles fonctions. L'enchevêtrement des échelles d'action et de décision, l'ambivalence des rôles (par exemple les rôles locaux et internationaux des ONG), l'émergence de nouveaux acteurs – tant civils que publics ou parapublics - et la mise en place de nouveaux instruments ou de nouvelles procédures (décentralisation, contractua-

lisation ou transcommunalités) accompagnent et forcent ces changements. Le colloque sera l'occasion de confronter les analyses des chercheurs et les expériences de décideurs locaux de nombreux pays du Nord et du Sud sur le rôle, la place et les conditions dans lesquelles la variable "acteur public" intervient dans le processus de développement. Organisation: Diana Raulier, diana.raulier@fucam.ac.be

---

CALL FOR PAPERS
Research in International Economics and Finance
(RIEF)

The 2nd RIEF conference will be held at Università Tor Vergata, Rome, Italy, on May 11th and 12th 2007. The conference invites submissions of papers in all subject areas of International Economics. The deadline for paper submission is February 28th, 2007. Paper must be submitted in pdf format by email to Ms. Michela Carnevali at michela.carnevali@uniroma2.it
Further information on http://rief.univ-paris1.fr

CALL FOR PAPERS
The sixth edition of the Journées Louis-André Gérard-Varet
Marseille, June 14 – 15, 2007

This conference aims at encouraging production and diffusion of high quality research in Public Economics, with a special emphasis toward results which clearly contribute to shed light on various aspects of "real world" public decision making. In this sense, this conference is in the spirit of the project of developing the Institut d'Economie Publique (IDEP) to which Louis-andré Gérard-Varet devoted the last years of his life. The Journées Louis-André Gérard-Varet are open to all fields of public economics, both applied and theoretical. Submissions, which should at least take the form of a two pages abstract and, preferably, of a version of the complete paper, must be received no later than March, 15 th 2007 by the scientific committee. A decision will be communicated to submitters no latter than April 15th
2007. Scientific Coordination : nicolas.gravel@csh-delhi.com

APPEL A COMMUNICATIONS
24e Journées d'Economie
Monétaire et Bancaire
Rennes, Jeudi 14 et vendredi 15 juin 2007

Les 24e journées d'économie monétaire et bancaire, organisées par le GDRE auront lieu à l'Université Rennes 1 (France), les **14 et 15 Juin 2007**. Elles porteront sur le thème suivant : « Convergence et divergence en Europe : Monnaie, Banque et Finance » :

1. Politique monétaire
2. Politique budgétaire et politique monétaire, financement des retraites
3. Théorie monétaire ; demande de monnaie et prix
4. Stabilité et risques bancaires, réglementation prudentielle
5. Concurrence, fusions et coûts bancaires ; taux d'intérêts
6. Gouvernance et financement des entreprises non financières
7. Crédit, prix d´actifs et cycles économiques
8. Systèmes financiers, croissance et développement économique
9. Taux de change et politique monétaire en économie ouverte
10. Taux de change, échanges commerciaux et flux de capitaux
11. Système monétaire international et crises financières
12. Finance de marché, marchés des assurances
13. Histoire monétaire et financière

http://www.ecomofi.org/fr/activites/journees/

APPEL A COMMUNICATIONS
Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la libéralisation commerciale des pays du Maghreb et du Proche–Orient, 19-20 octobre 2007, Rabat – Maroc

Les propositions de communications peuvent porter sur les thèmes suivants :
Intégration régionale, bilatéralisme, multilatéralisme : ouverture commerciale, accords de libre échange, accès privilégié, négociations au sein de l'OMC, etc.
La dimension environnementale des stratégies de libéralisation : enjeux et impacts environnementaux de ces stratégies, nouveaux instruments de politique publique dédiés à l'environnement, contentieux environnementaux régionaux, etc.
Libéralisation et développement : Libéralisation commerciale, croissance économique et bien-être, IDE, libéralisation et pauvreté, soutenabilité sociale de l'ouverture, etc.

Date limite de soumission du résumé de projet de communication : le 20 avril 2007
Les résumés des projets de communications doivent être adressés par email, en anglais ou français, au plus tard le 20 avril 2007, aux deux adresses suivantes :
Lahsen.Abdelmalki@univ-lyon2.fr et Msadni-jallab@uneca.org

APPEL A COMMUNICATIONS
6e Colloque International sur l'Economie de la Chine
Le développement de la Chine est-il soutenable ?
CERDI-IDREC, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 18-19 octobre 2007

Le CERDI-IDREC organise, tous les deux ans, un colloque international sur l'économie de la Chine, avec pour objectif de renforcer les contacts et la collaboration scientifique entre les centres de recherche internationaux. Ce colloque vise donc à réunir des universitaires et des spécialistes de grands organismes internationaux. Le thème sera centré sur la soutenabilité du développement de la Chine. Le dynamisme de l'économie chinoise et son intégration à l'économie mondiale ont été parmi les phénomènes économiques les plus marquants de ces vingt dernières années. Malgré la spectaculaire performance de la croissance chinoise, la question de sa soutenabilité sur le long terme reste ouverte tout autant que ses conséquences sur le bien-être de la population dans son ensemble. Lors de ce colloque seront ainsi traités un grand nombre de sujets, comprenant : la vulnérabilité macroéconomique, la dégradation de l'environnement, la fragilité du système bancaire, les inégalités croissantes de revenu, l'accroissement de la corruption... Les sujets discutés couvriront : Les disparités géographiques et de revenu, Les sources d'énergie et l'environnement, L'évolution du système social, Le marché du travail et le chômage, Le système financier, La corruption, L'impact de l'ouverture chinoise sur le reste du monde
Les propositions (version provisoire ou résumé développé de la communication) devront être envoyées en format électronique à : china.conference2007@cerdi.org avant le 15 mai 2007. Pour tout renseignement complémentaire, consulter le site du CERDI-IDREC : http://www.cerdi.org/idrec ou s'adresser à : china.conference2007@cerdi.org.

Membres institutionnels de l'AFSE Membres bienfaiteurs

Centre Cournot pour la Recherche en Économie

Fondation Banque de France pour la Recherche

IXIS Corporate & Investment Bank
Pour la Recherche Scientifique,
Économique Financière et Sociale

Institut National de la Statistique
et des Études Économiques (INSEE)

Mission Scientifique Universitaire
du Ministère de la Recherche

Université Paris II – Assas.

Membres institutionnels de l'AFSE Secteur banque - finance

Fédération du crédit Mutuel Centre Est - Europe.

Membres institutionnels de l'AFSE Autres secteurs d'activité

Editions De Boeck

Éditions Economica.

Membres institutionnels de l'AFSE
Secteur des études et de la recherche économique

Association de la Conférence des Doyens des Facultés de Sciences Economiques

Bureau d'Économie Théorique et Appliquée **(BETA)**

Chambre de commerce et d'industrie de Paris **(CCIP-COE)**

Centre d'Analyse Stratégique

Centre d'Économie de l'Université Paris Nord **(CEPN)**

Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales **(CEPII)**

Centre Études et Recherche sur le Développement International **(CERDI)**

Centre d'Economie de la Sorbonne

Direction de l'animation de la recherche, des études et de la statistique **(DARES)**

Développement et Insertion Internationale **(DIAL)**

INRA Nantes **(LERECO)**

Institut de recherches économiques et sociales **(IRES)**

Laboratoire d'Économie d'Orléans **(LEO)**

Laboratoire d'Économie de la Production et de l'Intégration Internationale **(LEPII)**

Laboratoire d'Économétrie de l'École Polytechnique **(PREG-CECO)**

Mécanismes Économiques et Dynamiques de l'Espace Européen **(MEDEE)**

EconomiX – Université Paris X

Centre de Recherches pour l'Expansion de l'Économie
et le Développement des Entreprises **(REXECODE)**.

CLOITRE Imprimeurs 02 98 40 18 40